

BULLETIN INTERIEUR

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la 4^e Internationale)

N° 27

NUMÉRO SPÉCIAL (Pour le 3^e Congrès)

Prix : 10 Francs

SOMMAIRE

Comment construire et renforcer le parti par Lucien (Paris), Guérin, Darbout

1. — Situation et perspectives.
2. — Démasquer le stalinisme. Dissiper les illusions démocratiques et parlementaires des masses.
3. — Questions internationales.
4. — Liquidation de l'ultra-gauchisme.
5. — Construire et renforcer le parti.

Esquisse d'une thèse sur l'U. R. S. S. par Lucien (Paris), Guérin, Darbout

1. — Pour la rupture avec l'opportunisme dans la IV^e Internationale.
2. — L'Etat russe.
3. — Le stalinisme dans les pays occupés.
4. — L'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A.
5. — Conclusions sous forme de thèses.

COMMENT CONSTRUIRE ET RENFORCER LE PARTI

I. — Situation et perspectives.

Il est devenu pour ainsi dire une règle dans notre parti d'aborder les questions de la perspective générale et de la politique de l'organisation, en les liant, fort justement, aux perspectives générales et à la situation internationale, mais en les séparant de l'un des facteurs essentiels dominant cette situation internationale, c'est-à-dire l'U. R. S. S.

Au dernier congrès, seul le camarade Leblanc avait reposé le problème sur ses pieds, et si nous sommes en contradiction absolue avec ses perspectives capitulardes, nous devons dire que nous aussi nous considérons la question russe, non pas comme une question parmi les autres, mais comme la question déterminante à l'époque présente.

Nous exposons par ailleurs notre point de vue à ce sujet, mais nous ju-

geons cependant nécessaire de déclarer que tout ce qui va suivre est la conséquence logique de notre appréciation de la Russie.

Il est toujours un peu téméraire de donner une appréciation abstraite d'une situation politique. Aussi essaierons-nous de lier le plus étroitement possible notre caractérisation de la situation à des faits et des mots d'ordre concrets.

Depuis la fin de deuxième guerre mondiale, la situation est dominée : d'une part, par une certaine combativité des masses annihilée par un manque quasi total de conscience politique;

D'autre part, par une certaine remise en selle de la bourgeoisie, qui, en France en particulier, a réussi à renflouer quelque peu son appareil de production.

Elle est dominée, par ailleurs, par

une exacerbation des contradictions interimpérialistes causée par la rivalité U.R.S.S.-U.S.A., et qui est la conséquence logique de l'évolution du capitalisme, mettant de plus en plus à l'ordre du jour la domination du monde par l'impérialisme le plus fort.

Avant de développer nos mots d'ordre, il est indispensable d'analyser les causes de ces quelques caractéristiques que nous avons données de la situation.

Comment se fait-il donc qu'après cinq ans et demi de guerre et d'oppression, qu'après cinq ans et demi de privations, et une misère générale qui sont loin de s'atténuer, la classe ouvrière européenne et en particulier la classe ouvrière française soient incapables de se dresser avec vigueur face à l'oppression capitaliste ?

Plusieurs facteurs en ont été les cau-

ses, d'importance inégale, mais dont la combinaison s'est révélée comme décisive.

Tout d'abord le recul économique énorme subi par l'Europe, recul dû non seulement aux destructions militaires, mais aussi à la dispersion de la classe ouvrière, tant pendant l'occupation nazie qu'aujourd'hui par l'exploitation des prisonniers de guerre allemands par les « alliés » en Europe et en Allemagne occidentale, et par le pillage et les déportations de main-d'œuvre dans les zones sous la coupe stalinienne.

Mais les deux causes, de loin les plus décisives, sont : d'une part, l'extraordinaire force d'annihilation du fascisme et surtout de l'hitlérisme, qui a été beaucoup trop sous-estimée par nous (« transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », etc.) et qui a réussi à faire disparaître dans sa quasi-totalité l'avant-garde allemande et, une bonne partie de l'avant-garde européenne ; d'autre part le rôle contre-révolutionnaire de la social-démocratie et surtout du stalinisme.

Ce dernier, groupant dans ses rangs la partie la plus combattive du prolétariat, a réussi par sa politique chauvine parfaitement orchestrée à la dépolitiser, à la lier à sa propre bourgeoisie, et à s'en servir comme monnaie d'échange au gré des besoins de la politique de l'U.R.S.S.

A l'heure actuelle, le stalinisme constitue l'obstacle essentiel entre la classe ouvrière et le Parti révolutionnaire. Il n'est pas de réveil possible de la conscience politique des masses avant que le stalinisme ne soit démasqué.

Tant que le prolétariat gardera sa confiance au stalinisme, toute volonté de lutte sera sinon endiguée, tout au moins détournée sur une voie de garage.

Le réveil de la conscience politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire la possibilité pour ses larges couches de rejoindre le Parti révolutionnaire passe avant tout par sa rupture avec le stalinisme.

Avant d'aborder concrètement ce problème, il est pourtant nécessaire d'examiner l'autre face de la situation :

Malgré ses quelques succès, le capitalisme français n'est plus guère capable de jouer le moindre rôle à côté des capitalismes yankee et même anglais. Il est pris dans ses propres contradictions de telle sorte qu'il est de plus en plus obligé de se vendre au plus offrant. Devant cette situation, et désireux de sauvegarder un certain équilibre entre l'U.R.S.S. et les Anglo-Saxons, les staliens s'efforcent de retarder ou tout au moins de diminuer l'immixion étrangère, et se font les champions du replâ-

trage du capitalisme français. Par là même ils se démasquent tous les jours un peu plus devant la classe ouvrière, et cela malgré les « tournants » qui, en fin de compte, ne résistent pas au minéralisme chronique du stalinisme actuel.

Par ailleurs, malgré les injections chauvines qui leur ont été faites par les partis traîtres, les masses ont fait pendant l'occupation nazie une expérience de la lutte armée qui, sans être en général une lutte progressive, a été pour elles, objectivement, une expérience révolutionnaire dans la mesure où des couches assez larges de la population et surtout de la classe ouvrière rompirent avec leur vie quotidienne pour entrer dans la lutte armée.

Dans tous ces éléments apparemment contradictoires, mais contenant en eux tous les facteurs objectifs capables d'engendrer une situation révolutionnaire, il manque la clé capable de remonter ce mécanisme et de le mettre en marche, c'est-à-dire le *Parti révolutionnaire* ayant une influence de *masse*.

Et c'est au P.C.I. qu'incombe la lourde tâche d'être ce parti.

Car, à présent, la situation est extrêmement claire : ou bien le P.C.I. et la IV^e sauront être le pôle de regroupement du prolétariat et la voie sera ouverte au socialisme, ou bien le capitalisme pourrissant contaminera de plus en plus les conditions objectives mêmes de la révolution et ce sera pour demain de nouveaux fascismes, de nouvelles guerres et une chute presque certaine dans la barbarie.

Aussi ne peut-on, aujourd'hui, examiner la situation autrement qu'en fonction du rôle et des tâches du Parti.

Tout notre effort devra donc être tendu vers la construction, le renforcement et l'armement idéologique du Parti.

Il n'est malheureusement pas suffisant de se proclamer parti révolutionnaire pour apparaître comme tel aux yeux des masses et pour jouer un rôle dans la situation.

Or, jusqu'aux élections, nous devons dire que nous ne sommes jamais apparus d'une façon très nette et n'avons pu nous faire connaître de larges couches.

Ce pas a été franchi, et c'est uniquement sur ce plan que les élections ont constitué un succès relatif pour notre Parti. Mais ce succès a créé pour nous des tâches très lourdes et une responsabilité écrasante devant les ouvriers avancés. Nous arrivons à un tournant de l'existence de notre organisation.

Où bien nous saurons répondre aux vœux des 45.000 révolutionnaires qui nous ont apporté leurs suffrages et par

conséquent aux vœux de la classe ouvrière, et demain notre Parti sera un facteur décisif dans la situation, ou bien notre politique désorientera les travailleurs avancés, engendrera de nouvelles illusions et nous serons balayés de la scène politique et ferons par là même subir à la classe ouvrière une défaite dont elle ne se relèvera sans doute pas.

Nous avons dit par ailleurs que nous considérons la situation comme dominée par un aiguïssement des contradictions économiques et interimpérialistes, et aussi par le niveau extrêmement bas de la conscience politique des masses, cela malgré leur très réelle volonté de combat.

De cette situation, la bourgeoisie tire une tactique précise dont les exécutants sont ses agents dans la classe ouvrière : les social-démocrates et les staliens.

Avant tout, la bourgeoisie sait qu'elle a intérêt à faire l'économie d'une expérience fasciste ; aussi manœvrera-t-elle dans les cadres du parlementarisme le plus longtemps possible, tout en gardant en sous-main les éléments nécessaires à l'instauration d'un « régime fort ».

Pour la réussite de ces desseins il est indispensable de neutraliser le prolétariat et ce sera précisément la tâche des partis traîtres. Profitant de la dépolitisation des masses (dont ils sont les auteurs), profitant des fortes illusions démocratiques qui existent grâce à leur politique, au sein de larges couches de la population, toute leur politique sera axée vers un renforcement de ces illusions et vers l'intégration dans le cadre « démocratique », dans le but de les vider de toute substance, des mots d'ordre auxquels un réveil de conscience politique des masses peut rendre leur sens révolutionnaire.

La situation est telle aujourd'hui qu'il nous ne nous fixons pas comme tâche essentielle de dissiper en tout premier lieu les illusions démocratiques et parlementaires, la plupart de nos mots d'ordre risquent d'avoir une résonance tout à fait contraire au but envisagé.

Plus que jamais, les mots d'ordre transitoires doivent être mis en avant, mais plus que jamais il faut prendre garde de ne pas les appliquer schématiquement, ce qui n'est que trop souvent le cas.

Les mots d'ordre transitoires seront pour nous les piliers indispensables à l'élévation de la conscience politique des travailleurs. Ils seront les étapes toujours adaptées à la situation, mais toujours dénuées de tout caractère opportuniste, par lesquelles le Parti amènera la classe ouvrière à poser toujours la question du pouvoir et lui rendra claire enfin la nécessité de la dictature du prolétariat.

C'est en démasquant le stalinisme propagateur des illusions réformistes que nous dissiperons les illusions démocratiques et parlementaires des masses et créerons les conditions nécessaires au développement de notre Parti.

C'est par une politique claire, conséquente, soucieuse du niveau de conscience des travailleurs, et apparaissant toujours comme parfaitement autonome vis-à-vis des partis traîtres, que nous rendrons notre Parti apte à devenir l'instrument des masses travailleuses.

Ces trois buts que nous proposons au Parti sont étroitement liés entre eux.

Il semble bien que tout le monde soit d'accord avec les principes élémentaires que nous énonçons et on nous accusera sans doute de faire des lapalissades ; mais en examinant d'un peu près la politique du Parti, on s'apercevra aisément qu'on en chercherait vainement les traces précises et conséquentes dans sa politique.

II. — Démasquer le stalinisme. Dissiper les illusions démocratiques et parlementaires des masses.

Quelle a été sur ce plan notre politique ?

Elle peut se caractériser de la façon suivante : d'une part, attaques injurieuses et souvent gratuites contre le stalinisme et ses chefs en général ; d'autre part, peur continuelle de se trouver hors du courant et collage opportuniste aux basques des conciliateurs.

Or il faut comprendre une fois pour toutes que le courant des masses passe aujourd'hui par le stalinisme, c'est-à-dire par un parti qui est l'agent contre-révolutionnaire dans la classe ouvrière de la bourgeoisie nationale et de l'Etat russe, et qui est par conséquent le facteur déterminant de la dépolitisation actuelle du prolétariat. Si l'on a compris cela, il devient évident que se traîner d'une part dans son sillage et « compenser » cela par une phraséologie gratuitement injurieuse a pour seul résultat de désorienter les ouvriers avancés et de les rejeter dans ses bras.

Et nous ne citerons qu'un seul exemple :

Notre « oui » au référendum

Cette position prise par le parti devant le référendum n'est, en réalité, que l'aboutissement logique de notre politique suiviste vis-à-vis des partis traîtres et découle, en particulier, de notre mot d'ordre : Gouvernement P. S., P. C., C. G. T.

Comment le problème a été envisagé ?

Lorsque s'est engagée la discussion sur le référendum, les positions furent les suivantes : non, boycott, bulletin blanc.

Ces positions furent motivées de la façon suivante : les camarades partisans du « non » disaient : « Cette Constitution est bourgeoise : elle consacre la propriété privée, l'oppression des peuples coloniaux ; elle laisse la force armée à la disposition non de la Chambre élue, mais du président de la République, etc. Nous sommes contre. »

Les partisans du boycott expliquaient que nous n'avions pas à prendre position pour ou contre une constitution bourgeoise, ne pouvant lui opposer une Constitution soviétique appuyée sur les comités élus d'ouvriers, de paysans et de soldats ; en conséquence, nous demandions aux travailleurs de boycotter le scrutin.

Les partisans du bulletin blanc, d'accord avec les précédents sur le caractère de la Constitution, expliquaient, en outre, qu'il fallait éviter à tout prix de mêler notre position à celle des partisans réactionnaires du « non », et la nécessité, d'autre part, d'avoir une position permettant une expression palpable du mécontentement populaire.

Sans contestation possible, chacune de ces positions contenait des arguments valables. Mais voyons un peu ce qu'il en est advenu par la suite.

Après la rupture du M. R. P., sur le plan constitutionnel, avec les partis « ouvriers », les partisans de l'abstention lancèrent une offensive pour le « oui ». Ils considéraient que, le M. R. P. ne votant pas la Constitution, son contenu perdait toute importance et que la bataille se situerait uniquement sur le plan de la lutte des partis bourgeois contre les partis « ouvriers ». Nous devions, par conséquent, nous intégrer dans le « courant de masse » et voter avec les partis « ouvriers » la Constitution du M. R. P. Un certain nombre de partisans du boycott se ralliaient à cette position, tandis que les « non » opéraient un repli stratégique en se ralliant au boycott.

Position bolchévick devant un référendum bourgeois.

Les bolchévicks ont toujours refusé de se laisser entraîner, en la matière, sur le plan électoraliste bourgeois. Leur tactique consiste dans la mobilisation des masses, non pas pour ou contre une meilleure ou une plus mauvaise Constitution bourgeoise, mais pour la lutte contre la bourgeoisie. En période révolutionnaire, où les masses ont atteint un certain niveau de conscience politique, la chose est assez simple : il ne s'agit pas de faire voter pour ou contre, mais de trouver, sur le terrain extraparlémentaire, telle ou telle autre forme de lutte correspondant au rapport des forces du moment.

Quelle était la situation au 5 mai ?

Comme nous l'avons déjà dit, la situation est essentiellement caractérisée par le manque quasi total de conscience politique des masses, concrétisé par

leur foi aveugle dans les partis traditionnels, en particulier le P. C. F., et aussi par une désorientation très grande des éléments avancés du prolétariat, cherchant un moyen d'exprimer leur mécontentement.

Il s'agissait donc pour nous de trouver le moyen qui permettrait l'expression de ce mécontentement sans qu'il fût possible de nous amalgamer aux partisans réactionnaires du « non », sans « dépolitiser » les travailleurs, trop enclins au découragement.

Le « non » ? Il nous plaçait entièrement sur le terrain électoraliste et permettait, vu nos faibles forces et la puissance de la calomnie, de nous causer un tort considérable.

Le boycott ? Tout en étant en soi une position fort orthodoxe, il ne permettait pas, dans cette situation précise, une mobilisation palpable des travailleurs.

Seul le bulletin blanc était ce moyen qui permettait, sans aucune équivoque, d'exprimer au P. S. et au P. C. F. le mécontentement envers leur politique conciliatrice et capitularde et d'introduire un coin entre les masses et les partis traîtres. Mais, au lieu de profiter de l'occasion qui lui était offerte d'apparaître d'une façon autonome, notre parti capitula entièrement devant le chantage stalinien.

Après la rupture, à la Constituante, avec le M. R. P., le P. C. F., trop heureux de l'occasion qui lui était donnée d'endiguer, une fois de plus, sur le terrain électoral, le mécontentement des travailleurs, lança une campagne qui démoralisa la classe ouvrière en lui faisant croire qu'une victoire des partis bourgeois sur la question de la Constitution serait pour elle une très grave défaite. Donnant en plein dans le panneau stalinien, nous nous fîmes son écho dans la campagne pour le « oui », démoralisant et désarmant nos militants, nos sympathisants et les travailleurs avancés progressant vers notre parti, impressionnant très défavorablement les milieux coloniaux, annamites en particulier, qui suivaient de très près notre politique.

Après la victoire des « non », le P. C. F. ne fit qu'accroître sa campagne de démoralisation, dont le but était de faire croire aux travailleurs qu'il n'y avait pas de solution possible en dehors du terrain électoral, et qui préparait la campagne électorale du 2 juin. Campagne dont nous nous fîmes, une fois de plus, les fidèles échos, notamment dans nos réunions électorales.

Le « oui »,
conséquence du mot d'ordre.
« Gouvernement P. S., P. C. F., C. G. T. »

Ce ne fut pas par hasard que la majorité du C. C. préconisa le « oui » au référendum. Ce « oui » n'est que la conséquence logique d'une attitude timide vis-à-vis des partis « ouvriers » et en particulier du mot d'ordre « Gou-

vernement P. S., P. C., C. G. T. ». Réclamant la rupture de la coalition avec la bourgeoisie par ce mot d'ordre, celle-ci s'étant effectuée, nous passions, en toute logique, dans le camp des partis « ouvriers ». Dédaignant la possibilité de cristalliser le mécontentement populaire d'une façon progressive, derrière notre parti, et de montrer aux ouvriers avancés une voie autre que celle préconisée par les conciliateurs, de les détacher, par conséquent, de ceux qui contribuent à ancrer en eux toutes les illusions parlementaires, notre politique consista, en réalité, à réaliser avec eux un front unique sur leur programme et, par conséquent, étant donné le rapport de forces, d'apparaître comme un appendice gauchisant du stalinisme.

Aussi, sur le plan précis de la situation actuelle, nous mettrons en avant :

Une politique conséquente de front unique ;

Nous dénoncerons la collusion des partis ouvriers avec la bourgeoisie.

FRONT UNIQUE.

Le front unique des organisations de la classe ouvrière est un principe auquel nous demeurons attachés. Nous n'avons rien à renier de ce qui a été écrit par Trotsky au cours de la « troisième période » à ce sujet. Si dégénérés soient-ils, les partis socialiste et communiste restent, aux yeux du prolétariat, des partis de la classe ouvrière et celle-ci imagine que c'est comme tels qu'ils sont en butte aux attaques de la bourgeoisie. Contre elle, ils doivent s'unir pour frapper ensemble, et nous avons le devoir de participer à leur lutte commune contre la bourgeoisie.

Mais actuellement, étant donné le rapport de forces entre notre P. C. I. et les grands partis, est-il souhaitable que nous adressions à ces derniers des propositions de front unique ? Nous savons le cas qu'ils en feront, le P.C.F. en particulier. Nos offres ne serviront même pas à convaincre les ouvriers staliens, qui ne feront que hausser les épaules devant notre prétention. Des propositions de front unique seront normales de la part de notre parti le jour où, numériquement, il représentera une force. Aujourd'hui, il ne peut en être ainsi. En quoi le P. C. F. peut-il avoir besoin de notre aide pour défendre l'U. R. S. S. ? S'il nous répondait, il pourrait nous dire qu'il entend défendre l'U. R. S. S. à sa manière, et non à celle du P. C. I.

À l'étape actuelle, le front unique entre nous et les grands partis ne peut s'établir qu'à la base, dans l'action, au coude à coude. Front unique pour saboter une réunion du P. R. L., front unique pour protéger les vendeurs de journaux contre les attaques du P. R. L., participation à la manifestation de protestation contre l'attaque du local du P. C. F. par les fascistes : voilà des exemples de front unique à préconiser

là où le rapport de forces le permet, une cellule locale peut faire des propositions de front unique à la cellule du P. C. F. et à la section du P. S. Mais vouloir faire prendre en considération une offre de front unique du P. C. I. adressée aux grands partis aboutit à laisser penser que nous n'avons nullement le sens des réalités.

« Gouvernement P.S., P.C.F., C.G.T. »

Ce mot d'ordre a été jusqu'ici préconisé et adopté par toutes les tendances du parti, à l'exception de la nôtre. Cependant, il a été interprété de deux façons bien différentes.

Pour la majorité, il s'agissait d'un gouvernement ouvrier et paysan, qui devait naître d'une poussée des masses à gauche et appliquer... le programme revendicatif du P. C. I.

Pour la minorité, au contraire, les grands partis ouvriers et la C. G. T. devaient prendre le pouvoir sur leur programme. La classe ouvrière aurait ainsi l'occasion de faire l'expérience de ces partis au pouvoir et pourrait, après les avoir jugés, se rallier au P. C. I. Actuellement, la minorité estime que, étant donné le résultat des dernières élections, les deux grands partis ouvriers n'ayant plus la majorité parlementaire, ce mot d'ordre a perdu son sens et doit être abandonné.

Au précédent Congrès du P. C. I., nous nous sommes prononcés contre le mot d'ordre de « Gouvernement P. S., P. C. F., C. G. T. ». Nous rejetons, par conséquent, les deux interprétations données de ce mot d'ordre, l'une par la majorité, l'autre par la minorité. Croire, comme le fait la majorité, que les masses peuvent actuellement, par leur action extraparlamentaire, exiger que les grands partis prennent le pouvoir sur un programme révolutionnaire, c'est prendre ses désirs pour des réalités. Si les masses étaient capables d'agir ainsi, elles auraient déjà compris ce que valent les grands partis, le P. C. F. en particulier. Or il n'en est rien. Le P. C. F. n'est nullement dépassé, les ouvriers suivent aveuglément ses mots d'ordre et considèrent tous ses tournants les plus invraisemblables comme d'habiles tactiques. Les masses, en France, à l'heure actuelle, ne seraient capables d'agir, pour la formation d'un gouvernement P. S., P. C. F., C. G. T., que si le P. C. F. leur en donnait l'ordre. Leur action aboutirait donc à la formation d'un gouvernement des partis ouvriers, non sur un programme révolutionnaire précis, mais sur celui du P. C. F. D'ailleurs, l'hypothèse est absurde, le P. C. F. n'ayant nullement l'intention de recourir à l'action extraparlamentaire pour prendre, avec le P. S., un pouvoir qu'il préfère partager avec la bourgeoisie française. Mais, si même des considérations de politique extérieure le contraignaient à le faire, il demeure suffisamment maître de ses troupes pour éviter que ne soient mis en avant les

mots d'ordre d'échelle mobile et de contrôle ouvrier.

Il semble qu'en allant pêcher dans les mots d'ordre des bolchéviks, en 1917, celui de la « rupture de la coalition » et en le transformant en gouvernement ouvrier et paysan (P. S., P. C. F., C. G. T.), on ne se soit nullement soucié d'analyser sérieusement les « conciliateurs » de 1917 en Russie et ceux de 1946 en France.

L'une des caractéristiques essentielles des S. R. et des mencheviks, c'est qu'ils possédaient un programme ayant des traits progressifs et dont l'application pouvait nuire à la bourgeoisie (application par les bolchéviks du programme agraire des S. R.). Ils ne voulaient à aucun prix rompre la coalition, pour ne pas avoir à appliquer ce programme.

Aujourd'hui le programme des staliens et des réformistes ne constitue aucunement un danger pour la bourgeoisie. Et, s'ils ne veulent pas rompre la coalition, c'est justement pour ne pas avoir à démontrer dans les faits que leur programme n'a plus rien de progressif. Lancer dans de pareilles conditions le mot d'ordre « Gouvernement P. S., P. C. F., C. G. T. », ce n'est pas dissiper les illusions démocratiques des masses, mais, bien au contraire, les renforcer en mobilisant celles-ci au profit des bureaucraties traitées et, en particulier, au profit de la bureaucratie stalinienne, laquelle lutte justement pour la conquête du pouvoir parlementaire, pour la conquête du plus grand nombre possible de leviers de commande, afin d'avoir plus de facilité de jouer son rôle d'agent de la bureaucratie impérialiste du Kremlin (1) et de se servir des masses comme moyen de chantage sur la bourgeoisie. Mais c'est aussi, ce qui est non moins grave, détourner les masses du parti révolutionnaire.

La position de nos camarades minoritaires a au moins, elle, le mérite la clarté :

« Ce mot d'ordre (« Gouvernement P. S., P. C. F., C. G. T. ») n'est pas seulement pour nous un moyen de montrer la carence des partis ouvriers, mais aussi un mot d'ordre positif, un des moyens de concrétiser, étant donné l'actuel rapport de forces entre notre organisation et les partis ouvriers traditionnels, la lutte contre le bonapartisme. »

Et plus loin :

« ...Nous demandons aux partis ouvriers de rompre la coalition avec la bourgeoisie et d'appliquer leur programme, sans quoi ils font la preuve qu'ils ont une fois de plus manqué à leurs promesses et fait le jeu de la

(1) Seule raison pour laquelle elle rencontre l'hostilité de la bourgeoisie, ce qui lui permet de redorer son blason devant les masses.

bourgeoisie. » (Thèses de la minorité au II^e Congrès, chap. II, 3^e par.)

Ce qui signifie tout simplement que, pour « concrétiser la lutte contre le bonapartisme », nous proposons aux partis ouvriers un F. U. sur leur programme.

Nous donnons à leur programme une « certaine valeur » dans la « lutte contre le bonapartisme » ; autrement dit, nous illusionnons les masses sur la valeur de ce programme.

Mais là où la situation s'éclaire singulièrement, c'est lorsqu'aujourd'hui les camarades minoritaires abandonnent le mot d'ordre de « Gouvernement P. S., P. C. F., C. G. T. », parce que les partis ouvriers n'ont plus la majorité au Parlement. S'étant défendus d'ancrer par leur position les illusions parlementaires des masses, ils démontrent aujourd'hui qu'ils ont donné à leur mot d'ordre une signification parlementaire.

Aujourd'hui, le P. S. et le P. C. n'ont plus la majorité au Parlement ; alors, attendons qu'ils l'aient de nouveau, et on leur proposera sans doute à nouveau un F. U. contre la bourgeoisie, sur leur programme de replâtrage du capitalisme.

Or nous n'avons pas plus à pousser les partis traîtres à appliquer leur programme qu'à leur « prêter » notre programme. Ce programme, c'est nous-mêmes qui le défendons. Il faut l'opposer à celui du P. S. et du P. C. et non pas faire planer l'équivoque sur la possibilité pour eux d'avoir et d'appliquer un tel programme.

Le programme révolutionnaire, les masses en comprendront la valeur dans la lutte que nous engagerons pratiquement sur tel ou tel de ses points correspondant particulièrement aux aspirations du moment et aux besoins immédiats des travailleurs.

Ce n'est que lorsque, sur tel ou tel point concret, nous aurons réussi à mener les travailleurs à une lutte si limitée soit-elle, qu'ils se mettront à étudier sérieusement notre programme et à chercher si, en d'autres domaines, nous ne pouvons également leur apporter une solution.

Est-ce que cela signifie que nous restons indifférents devant les acrobaties parlementaires des partis « ouvriers » ? Pas du tout.

Systématiquement, sans injures gratuites, nous dénonçons point par point leur collusion avec les partis de la bourgeoisie. Nous analyserons chaque mesure qu'ils prendront pour en montrer le caractère antiouvrier. Nous analyserons très concrètement leur programme et démontrerons qu'il n'est pas plus progressif que celui qu'ils appliquent au gouvernement, et nous expliquerons aux masses que c'est là la véritable raison de leur collaboration avec la bourgeoisie. Les partis ouvriers ont peur de montrer aux masses qu'ils

n'ont pas de programme révolutionnaire : voilà la seule raison qui les retient dans la coalition. Voilà aussi la raison pour laquelle nous ne leur dirons pas d'appliquer leur programme, nous ne leur « prêterons » pas le nôtre, mais dirons aux masses : « Vos représentants ne valent pas mieux que les ministres capitalistes. »

L'interprétation de la minorité, néanmoins, se soutiendrait davantage si, à la place du stalinisme, nous avions affaire uniquement à un grand parti réformiste, comme en Angleterre. A travers l'expérience du Labour Party au pouvoir, nos camarades britanniques peuvent espérer gagner à la politique de la IV^e Internationale les plus conscients des ouvriers de leur pays. Il n'en serait pas de même en France, où la mystique stalinienne exerce une emprise si effrayante sur la classe ouvrière. Le gouvernement P. S., P. C. F., C. G. T. ne donnerait pas le temps aux ouvriers de tirer les leçons de son action. Un de ses premiers gestes, sous l'impulsion du P. C. F., qui en serait l'aile marchante, serait l'extermination de l'avant-garde.

Qu'il s'agisse d'un gouvernement issu d'une lutte des masses ou d'une majorité parlementaire, le résultat serait d'ailleurs le même pour les révolutionnaires. Les coups les plus durs seraient portés contre eux bien avant qu'ils aient pu se faire entendre des masses. Or la question a une importance énorme. Si la révolution prolétarienne a échoué dans tous les pays du monde où elle aurait pu triompher, depuis la révolution russe, c'est faute d'une avant-garde. Le spartakisme écrasé, la révolution allemande a échoué. La révolution chinoise, le prolétariat allemand en 1933, les ouvriers français en 1936, la révolution espagnole ont été battus faute d'une direction. Penser que l'extermination de la poignée de révolutionnaires existant encore actuellement n'empêcherait pas le prolétariat de tirer les leçons de son expérience et de créer de toutes pièces son parti révolutionnaire, sans guide, c'est ne pas tenir compte des faits et surestimer gravement les possibilités de la classe ouvrière actuellement.

Aussi estimons-nous que l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement P. S., P. C. F., C. G. T. ne constituerait nullement un pas en avant pour la révolution. Nous avons intérêt à gagner du temps, afin de construire lentement, péniblement, notre organisation. Une large période d'équilibre relatif, de démocratie bourgeoise, au cours de laquelle nous pourrions gagner un à un les ouvriers déçus par la politique du P. C. F., nous est plus favorable qu'une prise du pouvoir actuelle par les partis traîtres. Aussi rejetons-nous le mot d'ordre de « Gouvernement P.S., P.C.F. C.G.T. » parce que la formation d'un tel gouvernement serait à nos yeux néfaste, et non à la manière de la minorité qui y renonce aujourd'hui parce que la majorité parlementaire est déplacée.

Cependant, dans notre critique à

l'égard des grands partis et du P.C.F. en particulier, nous ne devons pas manquer d'utiliser leur carence, leur volonté de ne pas prendre le pouvoir seuls, de ne pas rompre avec le M.R.P. Au lieu de dire aux partis (comme si d'ailleurs ils étaient susceptibles d'en tenir compte) : « Rompez la coalition, prenez le pouvoir », nous devons, nous adressant aux ouvriers qui suivent ces partis, leur dire : « Vos chefs auraient pu rompre la coalition ; ils auraient pu, sans même avoir recours à la lutte extraparlémentaire, chasser le M. R. P. du pouvoir et constituer un gouvernement ouvrier. Vous auriez pu alors le juger à l'œuvre. Mais ils ne l'ont pas fait ; ils ont préféré collaborer avec le M. R. P., le plus puissant parti de la bourgeoisie française, celui de la réaction cléricale. Pourquoi ont-ils maintenu cette alliance monstrueuse ? Pourquoi n'ont-ils pas pris tout le pouvoir, afin de réaliser ? S'ils l'avaient fait, nous n'en serions pas là aujourd'hui : ils auraient pu élaborer, sans le M. R. P., une Constitution prolétarienne qui aurait été adoptée dans l'enthousiasme s'ils avaient en même temps mené une politique de réalisations économiques et de lutte sans merci contre les trusts. » Un tel langage aurait de nature à faire réfléchir un certain nombre d'ouvriers et à les rapprocher de nous. Au contraire, lorsque nous disons, nous adressant aux grands partis : « Prenez tout le pouvoir », nous ne pouvons que redorer leur blason aux yeux des ouvriers. « A la porte le M. R. P., gouvernement P.S., P. C. F., C. G. T. ! » ont dit ceux-ci. Mais le meilleur moyen pour cela n'est-il pas de voter pour les grands partis et de ne pas perdre nos voix sur la liste du P. C. I., qui n'a aucune chance d'avoir un député ? Si l'arrivée de nos grands partis au pouvoir est la clé de la situation, alors aidons-les à prendre le pouvoir, en votant pour eux. » C'est ainsi que, au lieu de démasquer l'action néfaste des grands partis, le P.C.I. apparaît simplement comme un petit appendice gauchiste du P. C. F., qui n'a pas sa raison d'être.

Nos mots d'ordre économiques

Mais, si ces deux points ont une importance considérable, ils doivent être étroitement liés aux mots d'ordre économiques qui aujourd'hui sont susceptibles de mobiliser les masses sans engendrer de néfastes illusions réformistes :

a) Echelle mobile des salaires :

Contrôle ouvrier de la production et de la répartition, par l'abolition du secret commercial et l'ouverture des livres de comptes.

Plan de production.

Le mot d'ordre de l'échelle mobile des salaires, traitements et retraites (système d'adaptation des salaires aux prix impliquant une revalorisation des

salaires et un contrôle des prix) constitue actuellement un levier indispensable à l'action des masses, sur un terrain de lutte quotidien, et est incapable d'engendrer la moindre illusion ou de faire planer la moindre équivoque.

Ils constitue sans doute le modèle des mots d'ordre transitoires qui répond entièrement aux aspirations des masses et qui les oppose fatalement au patronat, démasquant en même temps le rôle des bureaucrates conciliateurs.

Il est d'ailleurs étroitement lié au contrôle ouvrier de la production et de la répartition, qui seul permettra d'annihiler le marché noir et d'améliorer le ravitaillement et aussi d'établir l'indice réel du coût de la vie, et l'abolition du secret commercial et l'ouverture des livres de comptes, dont dépend la réalisation du plan de production.

b) Le mot d'ordre :

« Plan de production de la C.G.T. »

Il est indispensable, tout d'abord, de voir s'il n'est pas réalisable d'une manière bureaucratique, en dehors de l'action des masses et, par conséquent, contre leur intérêt.

Quel est le caractère actuel de la C. G. T. ?

Tout le monde est aujourd'hui d'accord pour constater que la C. G. T. est un instrument de la bourgeoisie, en même temps que celui du P. C. F.

Le sens du mot d'ordre Plan de production est celui de faire comprendre aux travailleurs qu'en dehors d'eux la production sera toujours orientée par les capitalistes uniquement en fonction du profit. Il signifie donc que les travailleurs doivent eux-mêmes orienter et organiser la production en fonction des besoins du plus grand nombre. Cela dit, il s'agit de savoir s'il ne peut pas y avoir un plan de production établi par la direction de la C. G. T. qui soit contraire aux intérêts des travailleurs. Il est bien évident que la chose est possible.

Dominée par la volonté stalinienne de participation au gouvernement et de replâtrage du capitalisme français, la C. G. T. peut parfaitement, sans mobilisation aucune des masses, présenter un plan de production fort acceptable pour les classes possédantes. Nous avons vu ce que la C. G. T. a fait des comités d'entreprise ; comment pouvons-nous alors illusionner les masses sur l'efficacité d'un plan de production établi par la direction de la C. G. T. qui, nous le répétons, peut se faire bureaucratiquement, sans en appeler aux travailleurs, et qui peut, de plus, être parfaitement acceptable par la bourgeoisie, tout en leurrant démagogiquement les masses.

Nous pensons, pour notre part, que le mot d'ordre plan de production est étroitement lié à celui de contrôle ouvrier.

Seuls des comités de contrôle, élus démocratiquement par tous les salariés, auront l'autorité nécessaire pour ouvrir les livres de comptes, contrôler les bénéfices, recenser les matières premières et les moyens de production.

Seul un organisme central de contrôle ouvrier, groupant les expériences et les statistiques des divers comités de contrôle, aura la possibilité d'établir un plan de production en faveur des travailleurs.

Lutter pour un tel plan de production est le seul moyen de mobiliser les travailleurs.

Voilà de quelle façon nous concevons le mécanisme de ces mots d'ordre, voilà de quelle façon nous entendons les expliquer aux masses !

c) Les « nationalisations ».

Le mot d'ordre nationalisations sans indemnité ni rachat, mis abondamment en avant a le sort curieux de n'avoir jamais été expliqué au parti.

On a bien souvent parlé de généralités, de la façon dont nous entendions le fonctionnement de ces nationalisations, de l'indemnisation des petits porteurs, etc... ; mais jamais ce mot d'ordre n'a été analysé en fonction de la situation, jamais on n'a expliqué sa signification politique et les raisons de sa mise en avant.

Nous pensons qu'il n'est pas inutile d'élever le débat.

Un principe a toujours été admis par les marxistes : en régime capitaliste, l'Etat est un instrument entre les mains de ceux qui possèdent les moyens de production. En conséquence, sauf changement de la structure économique dans le sens de l'abolition de cette propriété privée des moyens de production, tout ce qui appartient à l'Etat, appartient par là même à la bourgeoisie.

Nous pouvons donc dire sans crainte de nous tromper, qu'en régime capitaliste les nationalisations se font au profit de la bourgeoisie et même des nationalisations sans indemnité ni rachat peuvent se faire également à son profit.

Ce mot d'ordre peut-il être un levier pour la mobilisation des masses ? Oui, mais pas en n'importe quelles circonstances.

Aussi nous a-t-il paru intéressant de rechercher de quelle façon il a été élaboré.

Si ce mot d'ordre se trouve dans le programme transitoire, c'est surtout avec « La Catastrophe imminente... » de Lénine que nous sommes amenés à faire le rapprochement en étudiant notre programme « Du Travail et du Pain... »

De toute évidence, c'est la brochure de Lénine qui a servi de base à l'élaboration de ce programme en général, et du mot d'ordre nationalisations sans indemnité ni rachat, en particulier. Et il nous a paru indispensable de voir dans quelle situation précise ce mot d'ordre a été mis en avant.

« La catastrophe imminente... »

C'est en septembre 1917 que parut la brochure de Lénine. Le CC bolchevick avait à cette date décidé de l'insurrection qui eut lieu six semaines plus tard. Le but de Lénine était donc de mobiliser les masses en vue de cette insurrection. Les soviets, organes du double pouvoir, nés en février, passaient progressivement sous l'influence des bolchevicks. Les ouvriers contrôlaient déjà une grande partie de la vie économique du pays. Dans la plupart des usines les propriétaires étaient réduits au rôle de gérants. Rien ne s'opposait plus à ce que la gestion passât aux mains des travailleurs. Aucune équivoque n'était possible. Les nationalisations sans rachat ni indemnités étaient un mot d'ordre excellent pour mobiliser les masses.

Le Programme Transitoire fut élaboré en 1938, à une époque où les secousses sociales de 36 n'étaient pas encore effacées de la conscience des travailleurs ; à une époque où la Révolution espagnole, quoique agonisante, venait d'enrichir l'expérience ouvrière par ses premières années de lutte. On avait vu en France des comités d'usine, on avait vu en Espagne les milices, organes embryonnaires du double pouvoir. Les occupations d'usines avaient été une expérience extraordinaire pour les travailleurs ; aussi pouvait-on considérer le mot d'ordre des nationalisations sans indemnité ni rachat comme susceptible d'aider à une éventuelle mobilisation révolutionnaire des masses.

Du Travail et du Pain... est sorti au début de 1945. Un certain nombre de camarades, sous le coup des expériences des Comités d'Août 1944 et de la mobilisation des masses par la soi-disant libération ont pu croire la situation suffisamment radicalisée pour lancer ce mot d'ordre. Mais aujourd'hui en 1946, il n'est plus guère possible de le penser. Les travailleurs portent le poids très lourd de la situation et sont entièrement sous l'emprise des bureaucraties traîtres. Profitant de l'expérience passée, ces dernières ont pris les devants et châtrent de leur contenu tous les organismes, qui, en période de montée pouvaient avoir une réelle signification révolutionnaire. Pour ne citer que les comités d'entreprises, il est facile de voir qu'ils n'ont, tels qu'ils sont, aucun caractère progressif. Il faut donc rendre leur conscience révolutionnaire aux masses et se préparer pour la situation dans laquelle le mot d'ordre « nationalisations sans indemnité ni rachat » pourra servir à une mobilisation du prolétariat. Sans le condamner en tant que tel, nous le repoussons comme mot d'ordre d'agitation immédiate. Expliquant sans nous lasser tout le caractère réactionnaire des nationalisations actuelles qui renforcent la cohésion et le pouvoir de la bourgeoisie, nous mettrons en avant, sans nous lasser le mot d'ordre du CONTRÔLE OUVRIER, et nous nous servirons de celui des nationalisations sans indemnité ni rachat, sur le plan propagandiste.

Mots d'ordres complémentaires

Pour terminer nous préconisons, en corrélation avec l'agitation croissante de groupes fascistes, et leurs attaques contre les organisations ouvrières (même traîtres), une vaste campagne autour du mot d'ordre des **GROUPE OUVRIERS D'AUTO-DEFENSE**, destinés à protéger les réunions, les locaux et la vente des journaux ouvriers, et dont la nécessité apparaîtra clairement aujourd'hui aux travailleurs.

Tout en organisant autour des différents mots d'ordre une agitation constante, accompagnée d'explications claires qui les rendent parfaitement compréhensibles à la classe ouvrière, nous ne nous désintéresserons jamais des mots d'ordre démocratiques, qu'une offensive de la bourgeoisie est toujours susceptible de remettre en vedette. Il est indispensable, sur ce plan, de rompre avec un sectarisme stérilisant, dont le seul résultat est de nous couper de la classe ouvrière. Il faut aussi être très précis. Notre parti, n'engage pas la classe ouvrière à se battre sur des mots d'ordre démocratiques ; mais en cas d'offensive de la bourgeoisie, il participe à la lutte pour les libertés démocratiques.

Il est également aujourd'hui, un problème qui préoccupe de très larges couches de la population, c'est celui de la paix. La troisième guerre est à l'ordre du jour et apparaît plus qu'une simple éventualité. Il faut avoir là-dessus une position très nette et cesser de pleurnicher sur l'encerclement de l'U.R.S.S. et autres choses du même genre. Il faut poser le problème de la paix dans le cadre général de la course aux armements et des querelles des brigands impérialistes ; démonter les rouages des contradictions du monde capitaliste et expliquer que le dilemme qui se pose de façon tout à fait précise est : **Révolution socialiste ou troisième guerre mondiale**.

Il n'est vraiment pas utile de bavarder sur la barbarie dans l'abstrait, alors qu'il devient de plus en plus évident que depuis la découverte de l'énergie atomique, 3^e guerre et barbarie se confondent dans l'esprit des travailleurs. Il est donc indispensable de montrer que la question de l'énergie atomique entre directement dans le cadre du contrôle ouvrier et de la construction des Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe et du monde !

III. — Questions internationales.

Elles sont dominées de haut par la question russe. Examinant celle-ci dans un rapport séparé, nous ne pouvons ici la reprendre. Une fausse appréciation du stalinisme et de la question russe entraîne pratiquement de fausses positions dans les différentes questions se posant concrètement devant la Quatrième Internationale.

Opposés en principe à toute politique d'entrée dans les grands partis à l'éta-

pe actuelle, et bien que n'ayant pas en mains tous les éléments du problème, nous estimons que la section anglaise doit rester une organisation indépendante, pôle d'attraction pour les ouvriers révolutionnaires.

Aux Etats-Unis, nous pensons que la fusion avec le Workers Party de Schachtman est une tâche urgente. Empêcher cette organisation de rejoindre la IV^e Internationale est nier la possibilité de collaboration des camarades ayant des points de vue différents sur la question russe. Nous rappelons que Trotsky s'était prononcé en 1937 pour le maintien de l'unité dans le P.O.I. français entre majoritaires et minoritaires sur la défense de l'U.R.S.S. Nous protestons contre les décisions du S.I. et le manque d'information des camarades de l'Internationale sur cette question, et réclamons la réalisation rapide de l'unité des trotskystes aux Etats-Unis, avec cette unique réserve que toutes les tendances acceptent la discipline organisationnelle nécessaire.

Viet-Nam. — Le P.C.I. nous semble faire preuve à l'égard du gouvernement du Viet-Minh d'un opportunisme dangereux. Il est juste de soutenir Ho Chi Minh contre l'impérialisme français. Il ne l'est pas de soutenir sa politique sans s'en différencier. Ho Chi Minh, leader de la bourgeoisie annamite, peut devenir demain le Tchang Kai Shek du Viet-Nam. Il serait nécessaire d'étudier plus soigneusement sa politique, en liaison avec les camarades indochinois de la IV^e, et de nous en délimiter.

Palestine. — Cette question mérite d'être traitée avec prudence. Ce n'est pas ce que fait l'article de Daniel dans le n° 129 de « La Vérité » : la position traditionnelle y est reprise, sans tenir compte d'aucun élément nouveau. Or, il y a de nombreux éléments nouveaux. Nous avons combattu autrefois le sionisme en tant qu'instrument de l'impérialisme anglais contre le peuple arabe. Aujourd'hui, nous avons affaire au développement d'un mouvement nationaliste juif anti-impérialiste dirigé contre l'impérialisme britannique et souvent avec l'appui des masses arabes les plus exploitées, ainsi qu'en témoignent de plus en plus les journaux bourgeois. Ce n'est pas le terrorisme juif qui apparaît comme un instrument de l'Angleterre, mais le Grand Mufti pronazi que la police française a laissé partir, avec l'approbation certaine de l'Angleterre.

Sans tirer de ces faits des conclusions qui risqueraient d'être trop rapides, nous estimons qu'ils nécessitent, nous ne dirons pas encore une révision, mais un réexamen de la question.

Nous réaffirmons, par ailleurs notre mot d'ordre sur l'indépendance totale des peuples coloniaux et sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui a pour conséquence le retrait immédiat de toutes les troupes d'occupation de quelque territoire que ce soit.

IV. — Liquidation de l'ultra-gauchisme.

Notre position sera sans doute taxée d'ultra-gauchisme. Nous prétendons au contraire qu'il y a effectivement un ultra-gauchisme, mais que nous nous en distinguons nettement. L'ultra-gauchisme n'est pas pour nous celui qui prend position contre la défense de l'U.R.S.S. ou le gouvernement PS-PCF-CGT, mais celui qui nie la nécessité des mots d'ordre transitoires. Or, il y a en ce moment chez les ouvriers, dégoutés des grands partis, une tendance à l'ultra-gauchisme. Il serait catastrophique pour l'avenir du mouvement révolutionnaire que les différents groupes et groupuscules ultra-gauches se renforcent parallèlement à nous. Il faut donc lutter contre l'ultra-gauchisme, mais nous le battons dans la mesure où nous adopterons une attitude de lutte nette et sans compromis à l'égard du stalinisme. Les erreurs opportunistes du parti (gouvernement PS-PCF-CGT, question russe, vote oui au référendum) ne peuvent contribuer qu'à renforcer l'ultra-gauchisme. Le redressement qui s'impose aboutira au contraire à liquider les groupes ultra-gauches que nous ne pouvons pas absorber.

En aucun cas, bien entendu, notre critique de l'ultra-gauchisme ne doit rappeler, même de loin, les méthodes staliniennes à notre égard. Le ton doit être fraternel, quelles que soient les divergences. Les ultra-gauches doivent avoir place dans toutes les actions menées par nos camarades, quand ils le désirent.

A l'égard de l'Union communiste, qui se réclame de la IV^e Internationale, une politique de fusion immédiate doit être menée. Il faut montrer à ces camarades que rien ne justifie leur isolement. Aux autres groupes qui se différencient, de nous par des divergences profondes (communistes - révolutionnaires, bordighistes) il faut opposer notre politique et savoir leur montrer dans la pratique qu'elle n'est pas opportuniste. A l'égard de la tendance anarchiste, de laquelle nous séparerons toujours la question fondamentale de l'Etat, il faut mener une politique de front unique, notamment en ce qui concerne la lutte contre la répression et les calomnies stalinien-nes, et le travail syndical au sein de la C.G.T. (l'exemple des instituteurs prouve que la chose est possible). Il ne faut pas négliger de répondre d'une façon documentée aux attaques du « Libertaire » contre nous : n'oublions pas qu'un certain nombre d'ouvriers dégoutés du P.C.F. hésitent souvent entre le mouvement anarchiste et le P.C.I.

V. — La construction du parti.

Si la construction du Parti est conditionnée par la justesse de nos mots d'ordre, d'autres facteurs y jouent un rôle important et découlent évidemment de notre appréciation de la situation.

Nous avons expliqué que l'un des obstacles les plus sérieux à notre développement, était l'influence que le P.C.F. exerçait sur les masses. Il en résulte que le Parti se développera plus facilement partout où l'influence stalinienne sera moins forte. Une règle élémentaire de stratégie nous indique par conséquent que c'est vers ces points faibles du stalinisme que doit porter notre effort.

Là-dessus, la campagne électorale par ses résultats, nous apporte un enseignement très riche.

La province a enregistré sans contestation possible, un succès autrement important que la région parisienne. Si nous mettons en parallèle les moyens misérables (plus que ceux de la région parisienne) des camarades de province et le résultat obtenu, nous pouvons dire sans crainte de nous tromper, qu'il y a plus de facilités d'y construire le Parti.

Est-ce que cela signifie que nous devons sacrifier la région parisienne ou toute autre région où le poids du P.C. est particulièrement lourd ? Nullement.

Mais nous ne devons à aucun prix sacrifier la province à la région parisienne. Or c'est ce qui s'est produit jusque là.

Personne ne nie l'importance qu'aurait pour nous la conquête de fortes positions dans la région parisienne ; mais peut-on nier qu'appuyée par de fortes régions de province elle n'aurait pas plus de facilité de se développer ?

En réalité sous ce problème d'ordre apparemment stratégique se cache une appréciation erronée de nos tâches issue d'une politique queuiste vis-à-vis des staliniens. Il faut en finir avec cette politique à courte vue. L'avenir du Parti en dépend. Nous devons acquiescer le plus rapidement possible des assises solides. Ne pas le reconnaître c'est saboter le développement de l'organisation.

Il ne sert à rien de se le dissimuler : les élections n'ont pas donné ce que les militants du parti, dans leur totalité, attendaient. Dans les deux secteurs-témoins, ceux où nous avions présenté des listes en octobre dernier, nous nous attendions tous à une montée importante : le succès de nos meetings, l'augmentation des ventes de « La Vérité », la laissaient d'ailleurs prévoir. Or, dans le 1er secteur de Paris, nous avons perdu 3.500 voix. Dans l'Isère, nous avons gagné 1.200 voix, mais il ne faut pas oublier qu'en octobre s'était présentée une liste « résistante de gauche » centriste, qui d'après « La Vérité » de ce moment-là nous avait enlevé « plusieurs milliers de voix ». Sans sous-estimer les résultats satisfaisants de certains départements (Gironde, Marne), il faut convenir que nous attendions beaucoup mieux. Il convient de se demander pourquoi nous n'avons pas obtenu le succès escompté. Il y a tout d'abord une cause occasionnelle qui a joué dans le 1er secteur de Paris : En octobre, les anarchistes,

rompant avec leur tactique traditionnelle d'abstention, avaient voté pour nous ; les groupes ultra-gauches, dont les adhérents sont presque tous localisés sur la rive gauche de Paris, de même ; cette fois, les uns et les autres se sont abstenus, nous faisant perdre quelques centaines de voix. Il y a lieu de penser aussi que nous avions bénéficié en octobre, dans le 15^e arrondissement surtout, des voix d'un certain nombre de psopistes qui cette fois-ci par crainte de voir le P.C.F. supplanter définitivement le P.S. ont préféré accorder à ce dernier leurs suffrages. Mais il y a d'autres causes dont l'importance politique est plus grande : des électeurs qui auraient dû voter pour nous ont craint de perdre leur bulletin de vote ; devant le danger d'une montée du P.R.L., il leur a semblé nécessaire de bloquer sur les grands partis ; c'est ainsi que le P.C.F. a bénéficié d'une partie de nos voix d'octobre 1945. Il y eut aussi le tournant de la C.G.T. et du P.C.F. réclamant une augmentation de 25 % des salaires ; un certain nombre d'électeurs purent alors espérer que le P.C.F. allait prendre enfin une attitude de lutte contre la bourgeoisie. Enfin, il y eut le tract du P.C.F. affirmant que notre liste était payée par le P.R.L. et qu'il n'y avait pas de P.C.I.

Ces différentes causes ont été favorisées par les faiblesses de notre parti. Aux illusions parlementaires vivaces, il aurait fallu opposer la nécessité de rompre avec les grands partis. Au lieu de centrer notre propagande sur les mots d'ordre « A la porte le M.R.P., rompez la coalition, gouvernement PS-PCF-CGT » il aurait fallu montrer que les grands partis avaient été incapables de réaliser quoi que ce soit, qu'il n'y avait plus rien à attendre d'eux et qu'il fallait renforcer le parti révolutionnaire, le P.C.I. Il aurait fallu expliquer plus complètement le sens du tournant du P.C.F. sur les salaires. Il aurait fallu répondre au tract calomniateur du P.C.F., et ne pas se fier au bon sens des électeurs, dont beaucoup ne connaissent notre parti que pour avoir lu nos affiches et tracts électoraux. Il aurait fallu dans nos affiches et nos tracts un ton plus explicatif ; si le premier tract électoral, exposant notre programme revendicatif, était excellent, il n'en était pas de même du deuxième, d'un ton détestable.

Les élections d'octobre 1945 dans le premier secteur de Paris avaient été un succès : nous n'avons pas su concrétiser ce succès. Les adhésions ont été trop peu nombreuses, nous n'avons pas su conserver tous nos nouveaux adhérents. Il aurait fallu apparaître davantage entre deux campagnes électorales, organiser avec persévérance des réunions de quartier, utiliser intelligemment les capacités et possibilités de ceux qui venaient à nous. C'est dans ce sens qu'il nous faut travailler actuellement. Il y aurait un très grand danger pour notre parti à suivre ceux qui, devant les difficultés, cherchent une solution dans l'organisation de lar-

ges fractions dans les grands partis, P.S. en particulier. Nous pensons que la quasi totalité de nos militants doit venir travailler pour le P.C.I., ouvertement en tant que trotskystes, que le P.C.I. doit demeurer une organisation indépendante, pôle d'attraction pour les ouvriers avancés et dégoûtés par la politique du P.S. et du P.C.F. Nous sommes partisans, en outre, d'une politique de propagande extensive, de l'organisation de cellules dans les régions où nous ne sommes pas encore connus et non de la politique de « bastion » qui nous conduirait en vain à chercher un développement de notre influence dans un nombre restreint de localités alors que nous ne nous ferions pas connaître sur l'ensemble du territoire.

Mais nous pensons aussi que le développement de notre influence politique dépend en grande partie de notre travail dans les organisations de masses, syndicats et Auberges de la jeunesse en tout premier lieu. Or, il est scandaleux de constater que de nombreux militants du parti n'accomplissent aucun travail syndical sous prétexte que cela « ne les intéresse pas », ou qu'ils sont trop pris par les tâches politiques. A l'époque où elle était révolutionnaire, la III^e Internationale estimait que 80 % de l'activité de ses membres devait aller au travail syndical. Sauf exceptions à déterminer par le parti, ce devrait être la règle pour nos militants. C'est dans la mesure où nous travaillerons dans les organisations de masse non politiques, où nous apparaîtrons comme les éléments les plus combattifs, les plus dévoués, que nous développerons l'influence du Parti, que nous créerons autour de lui un courant de sympathie puissant, nécessaire à sa marche en avant.

Les succès indéniables obtenus grâce à nos camarades dans les Auberges de la jeunesse, dans le syndicat des instituteurs, le syndicat des employés, la S.N.A.C., etc, montrent qu'il est possible d'obtenir en travaillant dans ce sens. Au contraire, l'activité d'excellents militants dans les J.S. s'est soldée par un bilan peu positif pour la construction du Parti révolutionnaire et son enracinement dans la population travailleuse.

Nous ne pensons donc nullement qu'il faille désespérer devant les difficultés actuelles, et rechercher des solutions empiriques. La solution, elle est dans un travail patient, équilibré, pour la construction du parti révolutionnaire dont nous ne sommes encore que l'embryon.

Il faut donc déterminer une fois pour toutes nos tâches dans le domaine très concret du recrutement et de la propagande de notre politique.

Il faut :

1^o prospecter soigneusement tous les coins qui ont le plus voté pour nous ;

2^o apparaître en chaque occasion et surtout à l'issue de tout événement

important pour apporter de vive voix notre solution.

Une fois de plus, et au risque de nous répéter, nous disons que dans la situation présente, notre Parti a à jouer un rôle considérable.

A ceux qui, en dehors de la croissance de notre Parti, qui en sera le signe incontestable, voient à chaque instant une radicalisation des masses, et qui confondent volonté de combat et conscience politique ; à ceux qui s'accrochent aux basques des partis traîtres, cherchant un courant qui, tant qu'il passera par ces partis, ne sera que celui de la dépolitisation des masses, nous disons très nettement : « Camarades vous menez notre Parti à la ruine, et vous porterez demain la responsabilité écrasante de la défaite du prolétariat ! »

Toutes les batailles que la classe ouvrière engagera dans le cadre de ses partis traditionnels sont des batailles perdues à l'avance. Tant qu'elle n'aura pas rompu avec la social-démocratie et le stalinisme, il n'est pas possible de parler de sa radicalisation, la situation objective fût-elle cent fois plus révolutionnaire.

Mais si la construction du Parti révolutionnaire de masse passe par la rupture des travailleurs avec les partis traîtres, elle implique également l'existence d'une solide organisation groupant l'avant-garde ouvrière, et pour grouper cette avant-garde, notre Parti aura à s'inscrire dans la lutte quotidienne du prolétariat.

Les ouvriers ne donneront jamais leur confiance à une organisation sur le simple foi de son programme. Pour

acquérir une influence notre Parti doit apparaître d'une façon pratique dans le combat. C'est à travers les grèves que nous aurons dirigées, par les manifestations que nous aurons organisées, que les travailleurs nous reconnaîtront comme dignes de les mener à la lutte.

RUPTURE AVEC LE SECTARISME STERILE ET LE SCHEMATISME IMPUISSANT.

RUPTURE AVEC L'OPPORTUNISME LIQUIDATEUR ET CAPITULARD qui fait de nous des trublions à la gauche du stalinisme.

Voilà les gages de la croissance, de l'armement idéologique, et des possibilités pour notre Parti de s'inscrire dans la lutte de la classe ouvrière et de la mener au combat ; gages aussi de la victoire de demain !

ESQUISSE DE THÈSE SUR L'U. R. S. S.

I. — Pour la rupture avec l'opportunisme dans la IV^e Internationale.

Quiconque refuse de renoncer à penser au nom d'une mystique politique pseudo-révolutionnaire ne peut manquer d'être frappé par ce fait aujourd'hui incontestable : la somme effroyable de défaites accumulées par le stalinisme. Il ne s'agit plus seulement de la révolution chinoise étranglée par Tchang Kaï Shek avec l'aide de Boukharine et Staline ; de la prise du pouvoir par Hitler favorisée par l'ultra-gauchisme verbal et l'inaction de fait du parti de Thaelman, soutenu par la III^e Internationale ; des grèves de juin 1936 torpillées par Thorez dont la phrase « il faut savoir terminer une grève » demeure tristement célèbre ; de la révolution espagnole trahie, des militants anarchistes, poumistes, trotskystes enlevés, massacrés, par les staliniens alliés à la bourgeoisie « républicaine » ; des falsifications historiques éhontées aboutissant à l'ignominie des procès de Moscou et à l'anéantissement de la vieille garde bolchevique ; du régime politique de l'« U.R.S.S. » dépassant en barbarie celui des pays capitalistes les plus réactionnaires ; des tournants invraisemblables, faisant passer la classe ouvrière de l'internationalisme prolétarien au chauvinisme exacerbé, de celui-ci à la dénonciation du caractère impérialiste de la guerre de 1939 au moment du pacte Hitler-Staline, puis de nouveau au super-patriotisme, à l'alliance avec la bourgeoisie d'Angleterre et d'Amérique. A ce lourd passé, il faut ajouter la situation présente : la guerre de 1939-45, qui a bouleversé le monde infiniment plus que

celle de 1914-18, n'a abouti à aucune révolution victorieuse, à aucun mouvement de l'ampleur, non seulement de la révolution russe de 1917, mais des événements d'Allemagne de 1919 au moment du spartakisme, et des révolutions aboutissant à la formation momentanée des républiques soviétiques de Bavière et de Hongrie.

Faut-il chercher l'explication de cet état de choses dans une dégénérescence irrémédiable de la classe ouvrière qui aurait laissé passer une fois pour toutes ses chances de jouer son rôle historique ? Il en serait ainsi si la carence du prolétariat se révélait partout la même. Or, il n'en est rien. Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, pays auxquels la guerre a apporté un bouleversement infiniment moindre qu'à ceux de l'Europe continentale, les grèves se sont succédé prenant parfois une ampleur inattendue ; en Amérique du Nord, des masses de plus en plus larges de travailleurs noirs sont entrées en action ; dans les pays coloniaux, Indochine, Indonésie, Inde, Birmanie, les mouvements d'émancipation ont pris une telle extension que les impérialismes ont été obligés de reculer et de chercher des compromis.

Pourquoi est-ce là où l'on était en droit d'attendre le triomphe de la révolution prolétarienne que le mouvement de masse a pris le moins d'ampleur ? Pourquoi l'insurrection des travailleurs grecs contre la bourgeoisie réactionnaire hellénique soutenue par l'impérialisme anglais n'a-t-elle bénéficié d'aucun appui international et a-t-elle été écrasée ? Pourquoi la lutte des prolétaires de l'Italie du Nord n'a-t-elle été qu'un épisode passager, sans résultat ? La réponse est simple. Dans le passé, les révolutions prolétariennes, à

l'exception de la révolution russe, avaient échoué faute d'un parti dirigeant. Cette fois, non seulement il n'y a pas eu de parti dirigeant, mais il y a eu un écran, une barrière empêchant la radicalisation des masses d'aboutir à la révolution victorieuse. Le stalinisme à cause du prestige usurpé de la révolution russe, à cause aussi de sa victoire sur l'hitlérisme, est apparu aux masses européennes comme le seul pôle d'attraction ; par lui, elles ont été menées à la catastrophe.

L'Allemagne avait été considérée par notre organisation internationale comme la clé de la situation européenne. Or, aucun mouvement révolutionnaire ne s'y est produit (1). Certes, l'effondrement idéologique de la classe ouvrière allemande sous le régime nazi y est pour beaucoup ; les conséquences du triomphe d'Hitler ont été effroyables et on ne saurait les sous-estimer. Mais qu'a fait le stalinisme pour y remédier ? Quelles perspectives a-t-il données au prolétariat allemand ? Il lui avait promis une défaite comme il n'en avait jamais connu, il lui a imposé des conditions de vie plus basses que jamais, a condamné des millions d'Allemands de l'Est à l'émigration, en a déporté d'autres millions vers les régions les plus reculées de l'U.R.S.S. Comment la classe ouvrière allemande, ne pouvant faire autrement qu'identifier communisme et stalinisme, aurait-elle pu trouver le chemin de son redressement au travers d'une telle oppression ?

Nous avons espéré un développement révolutionnaire de la situation

(1) « L'Allemagne se couvra de comités ouvriers... »

française. Depuis 1944, le parti communiste français a montré clairement qu'il entendait maintenir le « statu quo » d'avant 1939. Il a lui-même dissous ses comités, ses milices patriotiques; il a remis le pouvoir à la bourgeoisie. Il a collaboré avec la bourgeoisie réactionnaire du M.R.P. au sein du gouvernement triparti au lieu d'exiger, ce qui était facile étant donné son influence sur les masses, la formation d'un gouvernement P.S.P.C., il a élaboré avec le M.R.P. une constitution bourgeoise et vient d'entrer dans une nouvelle combinaison dont le M.R.P. tient la tête. Ainsi, les masses, guidées par le parti communiste, n'ont pu trouver le chemin de la révolution. Le stalinisme a réussi à les mener sur une voie de garage. Dans aucun pays européen, le stalinisme n'a été dépassé par les masses; aussi, partout, ces dernières n'ont-elles enregistré que des catastrophes.

Une constatation s'impose donc à qui veut réfléchir : là où le stalinisme n'existe pas, ou tout au moins n'a qu'une influence insignifiante, le mouvement de masses est ce qu'on pouvait attendre qu'il soit — là où le stalinisme exerce son influence néfaste sur la classe ouvrière, celle-ci n'enregistre que des défaites.

On objectera peut-être qu'il y a le Viet-Nam où, malgré l'existence d'un fort parti stalinien, les masses vont de l'avant. Mais il ne faut pas oublier que le stalinisme n'est pas seul en Indochine, qu'il y a un fort mouvement trotskyste avec lequel, pendant de longues années, le parti communiste d'Indochine fit le front unique malgré Moscou, et que la dissolution du la III^e Internationale, qui ailleurs ne fit que renforcer les tendances social-chauvines dans le sein des partis communistes, a pu, dans ce seul pays, avoir des effets contraires. L'avenir indiquera plus clairement ce qu'il en est et montrera si les communistes officiels du Viet-Nam ont su se dégager du stalinisme. Cette exception, toutefois, ne change rien à la règle qui fait des partis de l'ex-III^e Internationale les grands organisateurs des défaites prolétariennes.

S'il en est ainsi, la tâche numéro 1 pour la Quatrième Internationale doit être de guérir le prolétariat de la syphilis stalinienne. Cela ne peut être fait par une politique de sourires et de complaisances à l'égard des partis communistes, mais, par une analyse sérieuse, approfondie, de la nature du stalinisme et de ses buts, par une explication allant jusqu'au fond des problèmes, sans injures inutiles, mais sans faiblesse. Critiquer la participation du P.C.F. au gouvernement triparti avec le M. R. P., l'élaboration d'une constitution bourgeoise avec ce même M.R.P., est nécessaire, mais insuffisant. Borner à cela la lutte contre le stalinisme : c'est laisser croire à la classe ouvrière qu'il s'agit seulement de divergences de tactique, qu'elle jugera insuffisantes pour justifier une rupture avec le grand parti pour rejoindre ce qu'elle considère comme une petite secte sans influence. Il faut aller plus loin, jusqu'au fond

du problème, que l'on ne peut atteindre qu'en analysant la nature actuelle de l'Etat russe.

Toute la tactique stalinienne, en effet, est basée sur la politique de l'U.R.S.S. Tout tournant stalinien est déterminé par des considérations de politique extérieure soviétique. Cette vérité est tellement élémentaire qu'il semble inutile d'insister dans un texte destiné aux militants du P. C. I. — Il suffit de rappeler la déclaration de 1935 : « M. Staline comprend et approuve les efforts de la France pour mettre ses armements au niveau de sa sécurité », la position du Parti communiste, au moment des accords de Munich, la volte-face d'août 1939 à la suite de la signature du pacte Hitler-Staline, et le nouveau retournement de 1941 quand l'U.R.S.S. fut attaquée par la Wehrmacht. On peut ajouter à ces faits ceux qui se sont passés à la suite de la guerre : En France, où de Gaulle se montrait disposé à signer un pacte d'alliance avec l'U.R.S.S., on mettait rapidement fin aux organismes apparaissant comme des embryons du pouvoir ouvrier. En Belgique, au contraire, où le gouvernement Pierlot s'orientait vers la constitution du « Bloc occidental » avec l'Angleterre le P. C. déclenchait la lutte contre lui. En Grèce, les staliens se dressaient contre l'impérialisme anglais sans soutien de la part de la classe ouvrière des autres pays. Il y eut aussi la dissolution, puis la reconstitution du Parti communiste américain, suivant les fluctuations des rapports entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Si donc, et c'est évident, le prolétariat, influencé par les staliens, n'est plus qu'un pion sur l'échiquier international manœuvré au gré des intérêts nationaux de l'Etat russe, il convient de se demander de nouveau ce qu'est cet Etat. S'il demeure, en dépit de tout, un « Etat ouvrier », alors sa politique, qui a abouti à l'écrasement de la classe ouvrière à travers le monde, et qui est aujourd'hui le principal obstacle au développement d'un mouvement révolutionnaire, est une absurdité, et la bureaucratie stalinienne apparaît comme la plus stupide des cliques politiciennes du monde moderne. Mais les événements prouvent, au contraire, que cette bureaucratie a su manœuvrer sa barque avec habileté, et est venue à bout, militairement, d'un ennemi qui paraissait invincible. Sa besogne d'écrasement du prolétariat révolutionnaire apparaît non comme une monumentale aberration mais comme le résultat d'une politique consciente, délibérée — la question de la nature de l'Etat soviétique doit donc être à nouveau posée. De sa solution dépend toute la tactique, toute l'orientation de la IV^e Internationale.

II. — L'Etat russe.

De la conception traditionnelle de la IV^e Internationale de l'Etat ouvrier dégénéré, résultait la perspective de l'écroulement de cet Etat, incapable de tenir tête à de grandes crises historiques.

Et même en février 1944, la conférence du S.E. déclarait :

« La guerre aiguës de façon inévitable la contradiction de l'économie russe, a sonné inévitablement l'heure de la liquidation de la bureaucratie bonapartiste stalinienne. Celle-ci périra inéluctablement, soit sous les coups de l'impérialisme mondial, soit sous ceux de la révolution prolétarienne mondiale... La bureaucratie prise entre l'impérialisme et la montée révolutionnaire sous la pression de ses contradictions internes tendra de plus en plus à se dissoudre. »

Ces perspectives se sont révélées absolument fausses. Au lieu de rechercher si l'erreur ne découle pas d'une faussée appréciation de l'Etat russe ou la justifie par une dialectique compliquée et la IV^e Internationale en ne progressant pas sur cette question théorique se prépare à commettre de nouvelles erreurs, combien plus tragiques en effet. Dans le conflit U.R.S.S.-U.S.A. nous devons avoir une position claire et nette. Serons-nous demain au nom de la « défense de la propriété collective de l'U.R.S.S. », les meilleurs soldats dans le camp de Staline, ou lutterons-nous pour la révolution prolétarienne dans tous les pays.

Notre position, au cours de la préparation du conflit U.R.S.S.-U.S.A., comme au cours de ce conflit, dépend donc de notre analyse du caractère social de la Russie. Nous apportons une esquisse d'analyse que nous préciserons au cours de la discussion dans le parti, avec l'aide de tous ceux que ne paralyse pas le respect de la tradition.

Nous n'insisterons pas sur les conditions de travail, sur la situation matérielle et morale des travailleurs russes. Ni non plus sur le fait que ces derniers ont été dépossédés de tout pouvoir politique réel. Nos « défensistes » sont, là-dessus, d'accord, mais ils nous répondent que « tous ces faits ne méritent pas directement (?) en cause la nature prolétarienne de l'Etat soviétique », car « la dictature d'une classe se définit non par la situation politique de cette classe mais par la forme de propriété dominante, forme de propriété qui détermine l'ensemble de l'appareil politique ». Mais est-ce la forme juridique de la propriété ou les rapports réels des classes dans l'économie qui déterminent quelle est la classe dominante. Or le prolétariat russe a été complètement dépossédé du contrôle de l'économie. De 1929 à 1931, une série de grands décrets ont aboli en droit, dans des termes clairs et précis toute espèce de trace de contrôle ouvrier.

Le 7 septembre 1929. — La C. E. du P.C. prend un arrêté qui sera la source de toute la législation sur le commandement unique :

« Le C.C. du Parti communiste constate que, malgré les résultats appréciables obtenus en matière de développement industriel, l'ordre indispensable ne règne pas encore dans l'administra-

tion des usines. Les fonctions et les obligations des trois organismes de direction : directeur, comité ouvrier et cellule communiste, ne sont pas délimitées avec assez de netteté. Les organes syndicaux et communistes s'ingèrent encore dans les opérations incombant à la direction. Il en résulte que des questions économiques et techniques sont souvent tranchées au hasard et parfois de façon erronée...

« L'arrêté du C. C. signale qu'il est urgent de mettre un terme à toutes ces anomalies et d'établir définitivement le commandement unique du directeur, en vue de renforcer la discipline du travail, relever le rendement individuel et la productivité du travail, améliorer l'organisation de la production et appliquer les principes d'une saine économie

« Les pouvoirs du directeur. — Dorénavant, le directeur d'une entreprise sera entièrement responsable de l'exécution des plans de production et du budget. Lui seul aura le droit de donner des ordres dans le domaine de la production, aussi bien aux fonctionnaires et employés qu'aux ouvriers industriels. Ces derniers sont tenus d'obéir strictement aux ordres reçus quelle que soit la situation qu'ils occupent au sein du parti communiste ou des organisations syndicales. Le directeur a notamment le droit exclusif d'engager le personnel administratif et technique. Lors de l'engagement, du déplacement ou du congédiement d'un ouvrier, la décision du directeur ne pourra pas être suspendue au cas où la cellule communiste ou l'organisation syndicale (comité ouvrier) seraient d'une opinion contraire à celle de la direction. Elles ne pourront que signaler cette divergence d'opinion aux organes communistes syndicaux ou économiques supérieurs.

« Les droits des comités ouvriers. — Les organisations syndicales, tout en défendant les intérêts économiques et culturels des ouvriers, devront collaborer énergiquement à l'accroissement de leur rendement. En aucun cas, ils ne devront s'ingérer dans le travail de la direction, ni mettre obstacle à l'activité de celle-ci.

« Le rôle des cellules communistes »

— Les cellules communistes qui sont « l'appui du parti dans les entreprises industrielles » devront user de toute leur influence pour affirmer le principe de l'unité de direction et de l'autorité du directeur. Elle ne devront pas contre-carrer les ordres de l'administration dans le domaine technique, et devront éviter notamment d'imposer à la direction la nomination de personnes déterminées à des postes vacants dans l'administration de l'entreprise.

« D'autre part, les cellules communistes devront veiller à ne pas suppléer le comité ouvrier, notamment, elles éviteront soigneusement de s'ériger en organes de conciliation et d'arbitrage ou d'examiner les plaintes éventuelles des ouvriers.

« Le parti communiste attache une importance particulière à ce que « les organisations communistes et syndicales répètent constamment aux ouvriers que toutes les mesures prises par l'administration pour consolider la discipline du travail, relever le rendement individuel, réduire les frais généraux et rationaliser la production sont commandées par le parti communiste, le gouvernement des Soviets et les syndicats professionnels et sont destinées à améliorer la situation de la classe ouvrière et à renforcer la dictature du prolétariat. »

Commentant cette décision, les *Izvestia* écrivent :

« L'importance de l'arrêté pris par le comité central du parti communiste réside dans la déclaration catégorique que la responsabilité de la bonne marche de l'entreprise incombe entièrement à l'administration, c'est-à-dire au directeur, qui doit être à même d'user de tous les droits qui lui sont conférés pour le développement de la production. Toute nomination, tout déplacement, congédiement, etc., du personnel administratif et technique pourront être discutés par les organes ouvriers de l'entreprise, mais seront appliqués sans que ces organes les approuvent nécessairement. Ni la cellule communiste, ni l'organisation syndicale, ni aucune autre organisation publique n'auront le droit de suspendre l'exécution des ordres du directeur. »

Ainsi, cellules communistes, comités d'entreprises, syndicats, ne sont plus des organes de contrôle au service de la classe ouvrière, mais des auxiliaires de l'administration.

Ceux qui forment les « cadres » de cette administration et que Staline appelle l'élite intellectuelle et technique de la classe ouvrière russe, disposent donc du contrôle de tous les rouages politiques et de la direction de toute l'économie. Les travailleurs n'ont plus que le droit de suer de la plus-value pour cette nouvelle élite. Vouloir refuser à celle-ci le caractère d'une classe indépendante et dominante : c'est fermer les yeux devant la réalité.

Ce qui empêche de nombreux camarades de comprendre que l'Etat russe n'est plus un Etat prolétarien, c'est leur croyance qu'une économie nationalisée est anticapitaliste et donc prolétarienne. Une telle conception qui n'envisage que la forme et non le contenu de l'économie passe à côté de la réalité. La question qui décide du caractère de classe d'une économie n'est pas celle de la forme étatique ou privée de la propriété, mais celle de la plus-value. Qui dispose de celle-ci, celui qui la produit ou non ? Si, premièrement, la plus-value ne revient pas au producteur et si, deuxièmement, le montant de la plus-value n'est pas moindre dans l'économie étatisée, nous avons affaire à des exploités et des exploités. L'économie nationalisée et planifiée mais sans contrôle ouvrier, ne peut donner un caractère prolétarien à l'Etat.

Au moment de sa formation la nouvelle classe de bureaucrates a pulsé largement dans les meilleurs couchés du prolétariat. Comme toute classe privilégiée elle tend maintenant à se stabiliser et à devenir plus fermée. Dans « The Yogi and the commissar », A. Koestler donne les détails suivants :

« La nouvelle constitution de 1936 a rétabli l'inégalité depuis la naissance. L'héritage a, de nouveau, été rendu légal, et le droit de disposer sans restriction de la propriété par testament a été garanti à chaque citoyen. L'assurance-vie a été aussi réinstituée. Les citoyens aisés sont encouragés par des prospectus du trust d'Etat d'Assurance, à signer des contrats ; la prime minimum est fixée à cinq mille roubles ; elle est payée en cas de mort aux héritiers. »

Naturellement l'égalité complète à la naissance devait rester plutôt théorique aussi longtemps que subsistait l'inégalité de revenu des parents. C'était inévitable pendant la période transitoire allant de la « Première étape vers le Socialisme » (chacun travaillant selon ses capacités et étant rétribué selon son travail) à la seconde étape (chacun travaillant selon ses capacités et étant rétribué selon ses besoins, c'est-à-dire en tenant compte du nombre de ses enfants, de ses plaisirs préférés, etc.). Pas même le critique le plus puriste ne pouvait s'attendre à un bond soudain vers l'égalitarisme total. Mais on avait le droit de compter, de la part d'un régime évoluant, bien que lentement, vers un but socialiste, sur des efforts pour minimiser les effets sur l'enfant de l'inégalité inévitable chez les parents, pour empêcher que le privilège s'établisse dès le berceau. La politique soviétique a pris exactement le cours opposé. L'héritage a été rétabli, l'assurance sur la vie encouragée ; par-dessus tout, les enfants des gens haut placés sont dotés de gratifications en espèces de l'Etat jusqu'à ce qu'ils aient grandi. Je note seulement un exemple : « A la mort d'un inventeur d'appareil d'avion, non exécuté, le camarade N.-M. Polikarpov, Héros du Travail socialiste, député au Soviet suprême de l'U. R. S. S., à la suite d'une grave maladie, le gouvernement soviétique a décidé de verser une gratification de cent mille roubles à la femme et à la fille de Polikarpov, et des pensions de mille roubles par mois à sa femme pour la vie, de cinq cent roubles par mois à sa fille jusqu'à la fin de ses études, de quatre cents roubles par mois à sa sœur pour la vie. » La jeune Mlle Polikarpov grandira ainsi dans une famille dont les trois membres touchent un revenu mensuel non gagné de plus de 3.000 roubles, plus un capital de cent mille roubles en cas de besoin. Si elle était née dans une famille ordinaire d'ouvrier russe et si son père était mort de vieillesse ou d'accident, alors elle grandirait dans une famille ayant un revenu mensuel de 30 à soixante-quinze roubles au lieu de trois mille.

Ainsi l'inégalité ne concerne pas seu-

lement les adultes salariés, mais est portée jusque dans la nursery par une politique délibérée du régime. Les enfants, en Russie soviétique, grandissent, riches et pauvres, comme dans les pays capitalistes. Le premier rempart contre le privilège héréditaire est tombé quand la nouvelle constitution a sanctionné l'héritage de la propriété ; le second et plus important rempart est tombé quand la gratuité des études a été abolie par l'introduction du paiement pour l'enseignement supérieur au primaire.

Le décret du 2 octobre 1940 a fixé le prix de l'enseignement pour les écoles secondaires (techniques, normales, agricoles, médicales, etc.) à 150 ou 200 roubles par mois, pour les universités à 300 à 500 roubles. Les prix pour le premier trimestre doivent être payés dans un délai d'un mois à partir de la promulgation de la nouvelle loi ; 600.000 étudiants de parents pauvres qui ne pouvaient pas payer le prix, durent quitter l'école.

Ainsi l'enseignement élevé (à partir de la quinzième année) est devenu le privilège des enfants dont les parents peuvent payer : c'est-à-dire la bureaucratie, la technocratie et la nouvelle « intelligentsia ». Ce développement a commencé longtemps avant l'introduction du paiement direct. Jusqu'en 1932, un minimum de 65 % des étudiants des collèges d'ingénieurs et des écoles techniques devaient être des ouvriers manuels ou les enfants d'ouvriers manuels.

Ces citations montrent clairement que la bureaucratie n'est pas seulement une excoissance, un chancre sur le corps de l'Etat ouvrier, mais une véritable classe qui tire ses ressources de l'exploitation du prolétariat.

Et d'autres exemples ne manquent pas :

« Vous pouvez, en U.R.S.S., avoir des domestiques attachés à votre personne, un chauffeur par exemple, qui conduit votre voiture, vous lui donnez un traitement fixe, il n'y a là qu'une chose très régulière. Les domestiques appauvrissent et n'enrichissent pas. »

« L'épargne existe en U.R.S.S. Partout sont ouvertes des caisses d'épargne qui recueillent les dépôts d'argent et payent des intérêts à leurs titulaires. »

« L'intérêt payé aux épargnants est d'environ 3 à 5 %. Les sommes épargnées sont transmissibles par héritage. »

(La Propriété privée en U.R.S.S.,

Paul Augier, France-U.R.S.S. — Comité de Nice, 9-10-1945.)

La religion, moyen traditionnel d'asservissement des classes possédantes, n'est également pas négligée, témoin ce communiqué :

Le Monde du 23-4-1946 :

U.R.S.S.

Pâques a été solennellement fêté

« La fête de Pâques a été célébrée cette année avec une solennité inconnue depuis la révolution.

» Pour la première fois depuis près de trente ans les cloches ont sonné, dans toute l'Union soviétique, au cours de la semaine sainte. Les églises étaient pleines de fidèles. A Moscou, des milliers de gens se sont rendus à la messe de minuit. Cinq miliciens ont dû unir leurs efforts pour ouvrir le passage au général Bedeil Smith, ambassadeur des Etats-Unis, lorsque celui-ci a voulu se rendre à la cathédrale où officiait le patriarche Alexis.

» On remarquait, parmi les fidèles, beaucoup de jeunes, et notamment beaucoup de militaires en uniforme. — (A.P.) »

Et n'oublions pas non plus que l'Eglise orthodoxe, comme les partis staliniens, joue un rôle actif d'agent de la politique extérieure russe.

« Nul n'inquiète les croyants en U. R. S. S. L'Eglise dispose de ressources suffisantes et se propose même d'envoyer des fonds aux Etats-Unis pour l'Eglise orthodoxe dont la situation financière est extrêmement difficile. »

(F. Fedorov : L'Eglise et le Culte en U.R.S.S., édition sociale, 1945.)

Est-ce à dire que l'U.R.S.S. soit devenue un pays capitaliste, au même titre que les grands impérialismes ? Nullement. La bureaucratie dirigeante et exploitrice a installé sa domination sur les bases économiques établies par la Révolution d'octobre. Son sort est lié à celui de la propriété collective, elle est obligée, par intérêt, de défendre cette propriété collective. Le camarade Leblanc soulignait lui-même, dans sa thèse zinovéviste, que les couches les plus réactionnaires de l'U.R.S.S., si elles renversaient Staline, ne mettraient pas en cause le régime économique du pays. La bureaucratie russe n'est donc pas assimilable à la bourgeoisie américaine ou britannique.

Cependant l'Etat russe ne constitue pas non plus une étape nécessaire de la Révolution, il est né d'une dégénérescence rapide de l'Etat prolétarien par suite du recul général de la classe ouvrière après 1920 et de l'état arriéré de la Russie. La classe ouvrière, seule classe progressive à notre époque, n'a pas su, au lendemain de la guerre, s'élever en classe dominante en Europe. La révolution russe a été dès lors conduite à un cul-de-sac. Dans la mesure où la classe ouvrière ne sait pas aujourd'hui prendre entre ses mains le sort de l'humanité, celle-ci va vers la barbarie. L'Etat russe est la manifestation de cette marche à la barbarie et non une étape historique nécessaire vers l'émancipation humaine.

Et nous voulons insister une fois de plus sur la faillite de la perspective : « Chute de Staline, en cas de victoire

comme en cas de défaite » et qui aurait dû aboutir à une recherche sérieuse des causes de cette erreur et non à une piquette politique.

Cette perspective qui découlait de l'appréciation de l'U. R. S. S. comme « Etat ouvrier dégénéré » supposait l'existence, en Russie, d'une certaine instabilité des rapports sociaux, que l'épreuve de la guerre accentuerait infailliblement. Or nous voyons l'Etat russe sortir politiquement renforcé de la guerre et on est en droit de supposer la stabilité de sa couche dirigeante et par conséquent une normalisation des rapports sociaux dès avant le conflit.

Il importe aussi de ne pas s'hypnotiser :

1° Sur les formes juridiques de la propriété. Une classe économiquement dominante se contente volontiers des faits ;

2° Sur la planification qui n'a aucune signification en dehors de la question du pouvoir.

Nous rappellerons également que l'U. R. S. S. n'échappe pas au phénomène de l'inflation.

III. — Le stalinisme dans les pays occupés.

Si importante que soit pour l'élaboration de notre ligne politique la question de la nature de classe de l'Etat russe, nous estimons qu'elle ne doit pas entrer seule en ligne de compte. Ce qui nous intéresse, en effet, à l'heure actuelle, est moins de savoir si la propriété collective issue de la révolution d'octobre existe encore en U.R.S.S. que de déterminer les effets que l'extension du stalinisme engendre dans les pays occupés. Aujourd'hui l'armée russe occupe un certain nombre de pays européens ; d'autres sont devenus, à la suite de la guerre, des satellites de l'U.R.S.S. Cette situation favorise-t-elle le développement de la révolution dans le monde ? C'est à cette question qu'il faut s'efforcer de répondre.

Pour savoir ce qui se passe dans l'est européen, il est malheureusement nécessaire d'avoir recours à la presse bourgeoise. Autrefois la bourgeoisie avait besoin d'user de calomnies contre l'U. R. S. S. pour combattre le communisme. Aujourd'hui elle n'a plus besoin de le faire. Il lui suffit, lorsqu'elle veut critiquer l'U.R.S.S., de présenter la simple vérité. Quand il s'agissait de calomnies, l'U.R.S.S. invitait les représentants du prolétariat international à venir se rendre compte sur place. A l'époque du blocus des pays capitalistes contre l'U. R. S. S., Raymond Lefebvre, Vergeat et Lepetit allaient à Moscou visiter le pays de la révolution. Actuellement, seuls quelques bureaucrates invétérés peuvent franchir la frontière soviétique en tant que représentants supposés du mouvement ouvrier. Et les témoigna-

ges des prisonniers de guerre ayant eu affaire aux Russes, ou des rares voyageurs qui reviennent de l'est européen, concordent avec les faits établis par la presse bourgeoise. C'est surtout de journaux américains et mexicains que nous avons tiré les faits que nous avons exposés. S'il est possible que tel ou tel détail soit faux, l'ensemble dépeint la situation dans les pays occupés d'une façon indéniable.

Pays baltes. — L'Esthonie, la Lettonie et la Lithuanie ont été annexées à l'U.R.S.S. Dans ces trois pays, par conséquent, ainsi que dans l'est de l'ancienne Pologne, la transformation sociale et économique devait être radicale. Or, on le sait, le soviétique de Vilna constitué spontanément en 1940 par les ouvriers lithuaniens fut immédiatement dissous par l'armée dite rouge, qui ne voulait pas de révolution accomplie par les masses. Les déportations devaient suivre l'annexion. Un décret du Commissaire du peuple à l'Intérieur, de la Lithuanie soviétique (designé bureaucratiquement, bien entendu), indique onze catégories de personnes susceptibles d'être déportées : 1) membres des partis russes pré-révolutionnaires (socialistes - révolutionnaires, mencheviks, K.D., trotskystes et anarchistes) ; 2 à 6) membres actifs des partis politiques lithuaniens, officiers de police, de gendarmerie, gardiens de prison, officiers de l'armée russe blanche et des armées polonaise et lithuanienne ; 7) exclus du parti communiste ; 8) émigrés politiques et personnes ayant passé la frontière en fraude ; 9) citoyens de pays étrangers et représentants de firmes étrangères ; 10) personnes ayant voyagé à l'étranger ou en contact avec des missions diplomatiques étrangères, espérantistes et philatélistes (*sic*) ; 11) personnages officiels des ministères lithuaniens ; 12) état-major de la Croix-rouge polonaise et réfugiés de Pologne ; 13-14) ecclésiastiques, aristocrates, propriétaires, banquiers, industriels, riches marchands, propriétaires d'hôtels et de restaurants. (Cité par Kestler, « Le Yogi et le Commissaire ».)

Pologne. — On évalue à 21.000 le nombre de détenus dans la région de Lublin, sans compter les déportés en Russie.

Zimiersky, ministre actuel de la Guerre, ami de Pilsudsky, fit la campagne de Kiev contre l'U.R.S.S. en 1920 et fut un ardent partisan de Franco pendant la guerre d'Espagne.

Près de 40.000 membres des groupes de résistance polonais ont été déportés en quatre mois, comme travailleurs forcés.

Il y a en Pologne dix-sept camps de concentration (dont celui de Maidanek, célèbre sous l'occupation nazie).

A la suite du pacte polono-russe du 30 juillet 1941, les déportés polonais arrêtés en 1940 furent recherchés. On en retrouva 500.000, soit la moitié. On

estime que 20 % sont morts dans les camps arctiques ou pendant le voyage.

Roumanie. — Au moment de l'avance de l'armée rouge, la situation était révolutionnaire. Or, les officiers soviétiques arrachèrent les drapeaux rouges, libérèrent les officiers arrêtés par les ouvriers, protégèrent les bourgeois et réactionnaires. « L'ordre fut restauré ». Le général pro-fasciste Radescu fut placé au pouvoir par les Russes. Le roi Michel fut décoré par Staline. Le patriarche Nicodème, chef de l'église roumaine, éleva des actions de grâces à Staline, à Vichinsky et à Dieu.

Les stalinien participants au gouvernement Groza, Patrascanu entre autres, ont préparé une loi absolvant les industriels, hommes d'affaires et banquiers de toute responsabilité comme criminels de guerre. « La Roumanie ne peut se passer d'eux », a déclaré Patrascanu. Une loi mit en vente les terres des criminels de guerre, des Allemands et de ceux qui avaient abandonné le pays depuis l'armistice ; cette loi exclut notamment de la confiscation les gigantesques possessions de la famille royale et de l'église orthodoxe.

Après l'annexion de la Bukovine par l'U.R.S.S., seuls les Juifs nés dans la région purent partir en Roumanie, parmi tous les déportés des camps de concentration d'Ukraine.

D'après une information politique de Washington, sur un demi-million d'Allemands de Roumanie, 70.000 furent envoyés au travail forcé en Russie.

Bulgarie. — Aux élections, seules furent présentées les listes du Front patriotique, c'est-à-dire les stalinien. La radio de Sofia déclara le 6 juillet 1945 : « Celui qui est contre le programme social et culturel du Front patriotique est un fasciste. Celui qui est contre la démocratie et la légalité du Front patriotique est en réalité un soutien de la dictature barbare, sadique et fasciste. Et qui est contre le Front patriotique est un traître et un agent de l'étranger ».

D'après le « New-York Times » du 23 mai 1945 il y eut en Bulgarie après la « libération » 1.500 à 2.000 condamnés à mort, 15 à 20.000 tués sans jugement.

Yougoslavie. — Comme en Bulgarie, tous les candidats aux élections appartiennent au même parti.

Le commandant de la garde de Tito, à Belgrade, n'est rien moins que le général Mirkomesich, qui, en 1941, commandait un régiment d'artillerie sur le front allemand dans le secteur méridional, et qui, en 1942, encadrait une division croate qui combattait à côté de von Paulus à Stalingrad (il reçut pour cela une décoration d'Adolf Hitler). Il fut fait prisonnier par les Russes, renvoyé à Belgrade pour prendre les ordres de Tito. (« Excelsior », de Mexico, 29 décembre 1945.)

Cent mille prisonniers allemands ont été livrés par Tito aux Russes. Tito a

déclaré : « Le gouvernement garantira la liberté complète et l'aide à l'économie privée, sans laquelle on ne peut assurer la reconstruction rapide de l'économie du pays ». (« New York Times », 11 mai 1945.)

Tchécoslovaquie. — Seuls les Slaves sont admis à voyager librement dans les trains.

Autriche. — D'énormes quantités d'aliments ont été réquisitionnées au détriment de la population. Les maisons ouvrières de Vienne ont été pillées par l'armée rouge. Les usines sont démantelées et transférées en Russie.

Allemagne. — Le premier journal autorisé en zone russe fut le « Tägliche Rundschau », organe des junkers. L'article de fond du premier numéro était intitulé : « L'Eglise russe et la victoire ». On y lisait cette phrase : « Les enfants seront éduqués dans la crainte de Dieu ».

La fraternisation fut interdite par le commandement russe. Les correspondants de presse étrangers furent expulsés de Berlin.

Le Parti communiste allemand est aujourd'hui le seul des partis autorisés à avoir invité les anciens membres du parti nazi (les « petits » nazis, dit-il) à rejoindre ses rangs.

A Mecklembourg, il y a plus de social-démocrates incarcérés qu'au temps des nazis.

Ces faits, si incomplets soient-ils, ne suffisent-ils pas à prouver abondamment que l'extension du stalinisme ne favorise en rien le développement de la révolution ?

Dans tous les pays occupés par les Russes, les stalinien se sont emparés du ministère de l'Intérieur, c'est-à-dire de la police (Autriche : Honner ; Hongrie : Rakosy ; Tchécoslovaquie : Nosek ; Finlande : Leino ; Pologne : Ochab ; Yougoslavie : Zechovich ; Roumanie : Georgescu ; Bulgarie : Yougoff). Ils s'en sont servi pour lutter avant tout contre les révolutionnaires, contre les masses ouvrières. Certes, l'attitude d'une partie de la bourgeoisie les a obligés à sévir parfois contre elle ; dans les pays baltes annexés, cette répression antibourgeoise a été plus vive, mais partout où ils l'ont pu, ils se sont acquinés avec les pires suppôts de la réaction, avec les généraux antisoviétiques ayant participé à la guerre contre l'U.R.S.S. : von Paulus en Allemagne, Mannerheim en Finlande, Radescu en Roumanie. Ils ont brisé la révolution, ils ont empêché toute forme de résistance organisée de la classe ouvrière de se manifester. La situation du mouvement révolutionnaire dans tous les pays occupés par les Russes est infiniment pire que dans les pays occidentaux, et l'on comprend les paroles d'un juif belge revenu de Pologne qui déclarait : « Le régime de terreur que les Russes ont établi en

Pologne est indescriptible, les « libérés » ne tiennent plus qu'à une chose : s'échapper dans la zone alliée. » Ce n'est pas vrai seulement pour les démocrates bourgeois, mais aussi et avant tout pour les révolutionnaires authentiques.

Dès lors, à quoi peuvent rimer pour la IV^e Internationale les mots d'ordre aboutissant à soutenir l'extension de la zone d'influence soviétique contre l'extension de l'influence anglo-américaine ? Trieste à la Yougoslavie, cela signifie-t-il plus de possibilités pour les révolutionnaires d'y développer leur programme, d'y accroître leur influence ? Cela signifie au contraire l'impossibilité pour eux de s'exprimer. S'il y a des trotskystes à Trieste, et qu'ils soient connus comme tels, il est fort probable, et nous ne le leur reprocherons pas, qu'ils s'efforceraient de passer la frontière italienne au cas où leur ville serait cédée au stalinien Tito. En Italie, le trotskysme peut vivre et se développer ; en Yougoslavie, si un mouvement trotskyste existait, il serait en butte aux attaques les plus féroces et condamné à l'illégalité. Il en est ainsi effectivement en Bulgarie. Bien entendu, nous ne concluons pas à la nécessité de remplacer le mot d'ordre des staliens yougoslaves, russes ou français par celui des staliens italiens. La question de Trieste doit, selon nous, être traitée par plébiscite, suivant le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Toute solution imposée par les « Quatre Grands » ne saurait être qu'une solution impérialiste.

Mais, nous dira-t-on, vous sous-estimez la politique économique menée par le Kremlin dans le « glacié ».

Voyons donc ce qu'est cette politique, et si elle ne fait pas que confirmer purement et simplement notre point de vue.

Tous les opportunistes en ont plein la bouche des « nationalisations » qui ont eu lieu dans ce fameux « glacié ». D'aucuns vont jusqu'à prétendre que leur ampleur est susceptible de changer le caractère de l'économie. Or, en réalité, nous nous apercevons qu'elles ne diffèrent aucunement de celles qu'on peut voir en Europe occidentale. Toutes ces nationalisations se sont faites au profit de la bourgeoisie nationale (à part l'expropriation des « traîtres » et des Allemands), et l'immixtion de la bureaucratie stalinienne ne peut en rien changer leur caractère. Mais en dehors de ces nationalisations, l'U.R.S.S. a fait dans les pays du « glacié » (et aussi dans d'autres) des investissements de capitaux, qui lui permettent de s'ingérer davantage dans les secteurs libres de l'économie. Nous avons même pu voir une double protestation de l'U.R.S.S. et des U.S.A. contre certaines nationalisations, en Hongrie, d'entreprises dans lesquelles des capitaux russes et américains étaient investis.

La réforme agraire elle-même reste entièrement dans le cadre du capitalisme ; les biens de l'Eglise sont sau-

vegardés, et, pour le reste, il ne faut pas oublier le retard économique de ces pays qui, par cette réforme, ne feront que s'aligner sur les Etats capitalistes plus évolués.

Il n'est pas non plus inutile de voir les efforts de l'U.R.S.S. à investir ses capitaux même plus loin, à contrôler les sources de matières premières comme en Iran.

Mais une chose est extrêmement caractéristique : c'est l'exploitation de la main-d'œuvre fournie par les déportations et qui constitue un des aspects les plus barbares de l'impérialisme dans son désir de soutirer la plus-value. Au lieu d'opérer uniquement par investissements de capitaux à l'extérieur afin d'exploiter la main-d'œuvre étrangère, on la déporte purement et simplement pour l'exploiter directement.

Disons-nous que la politique de l'U.R.S.S. doit être taxée d'impérialisme comme celle des grands pays capitalistes ? Nous hésitons à nous servir du terme seul qui caractérise une étape du développement du régime capitaliste. Mais nous nous rallions à l'expression de Daniel Logan, « impérialisme bureaucratique », qui nous paraît convenir à la situation. La politique de l'U.R.S.S., en effet, ressemble de plus en plus à celle des pays impérialistes. Le délégué de l'Iran à l'O.N.U. a déclaré que l'U.R.S.S. était prête à retirer ses demandes de concessions pétrolières à condition qu'il se constitue une société irano-russe du pétrole, dans laquelle l'U.R.S.S. posséderait 51 % des actions. Quelle différence entre ces méthodes et celles des impérialismes ? Comment qualifier encore la lutte de l'U.R.S.S. contre la Turquie, l'utilisation de ses minorités nationales, la pression pour les Dardanelles, les revendications sur le Dodécannèse et la Tripolitaine ? Comment qualifier le démantèlement des usines d'Allemagne et d'Autriche dont nous parle Daniel Logan, aboutissant à désagréger le prolétariat de ces pays, à transformer les prolétaires en lumpen-prolétaires et à compromettre les possibilités révolutionnaires de l'Europe ? Comment qualifier l'envoi dans les plaines glacées de Sibérie de millions de déportés qui ne peuvent même pas communiquer par lettre avec le reste du monde ? Les méthodes de l'U.R.S.S. se distinguent de celles de l'impérialisme seulement par leur sauvagerie plus grande, par leur barbarie effrénée. Le mot qui vient à l'esprit sans cesse lorsque l'on examine les effets du stalinisme, est, en effet, le mot barbarie. Pour les peuples de l'est européen, la défense de l'U.R.S.S., c'est la défense d'un esclavage insoupçonné autrefois. A part la Tchécoslovaquie où, sans doute, l'armée rouge eut des ordres particuliers, il n'y a pas eu d'élections libres donnant aux staliens un grand succès dans cette partie de l'Europe. En Autriche et en Hongrie, ils n'ont eu qu'un faible pourcentage des suffrages. C'est que là-bas on sait ce que signifie le stalinisme. Cette

haine de la barbarie stalinienne se retournera aussi contre la IV^e Internationale si elle n'adopte pas une position d'offensive nette contre le stalinisme. Dans la mesure où nous n'apparaîtrons pas comme les défenseurs de la classe ouvrière contre le capitalisme en Occident, contre le stalinisme dans l'est européen, celle-ci cherchera n'importe quelle issue, se jettera dans les bras de n'importe quel parti fasciste ou clérical. Dans la mesure au contraire où nous comprendrons que la révolution dans l'est européen ne saurait être qu'une lutte armée contre le stalinisme, en liaison avec la lutte des ouvriers de l'ouest contre les capitalistes, nous pourrions être pour les masses de ces pays un pôle d'attraction révolutionnaire.

IV. — L'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A.

L'analyse politico-économique que nous avons faite de l'U.R.S.S. nous oblige de mettre fin, une fois pour toutes, à l'affirmation qui couronne la théorie de la « défense inconditionnée ». C'est-à-dire que l'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A. repose en premier lieu sur le besoin pour les Anglo-Saxons d'éliminer les restes de la révolution d'octobre. Nous n'avons nullement l'intention de nier l'existence de cet antagonisme, mais là où nous ne sommes pas d'accord, c'est sur sa cause.

Ce ne seraient pas le pétrole et le blé, ce ne seraient pas les richesses du sous-sol et le besoin d'asservir le marché russe comme tous les autres aux monopoles américains qui détermineraient l'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A., mais simplement le besoin de « liquider les restes d'octobre » ?

Or nous avons montré que les « restes d'octobre » n'existent en réalité que dans les illusions des masses qui suivent les divers partis staliens et aussi dans l'imagination des « défensistes », mais nullement dans une réalité palpable. Aussi tenons-nous à affirmer que l'antagonisme en question n'a rien d'original et que, dans un développement historique récent, nous en avons vu des exemples. Car, en fait, si nous regardons de près la politique extérieure russe, nous nous apercevons qu'elle ne présente aucune différence fondamentale d'avec celle des impérialismes occidentaux. Ou celle qui fut pratiquée par l'impérialisme allemand avant sa défaite.

Cette politique de zones d'influence, de satellisation des pays limitrophes, de pillage et d'expansion, d'exportation de capitaux et de vassalisation des économies des pays voisins, il est vraiment trop facile de la déclarer comme étant soumise à « l'intérêt supérieur de la propriété collective » et de la « planification » ; de cette façon, on s'achemine en réalité vers la justification de toute l'attaque que l'U.R.S.S. pourrait

faire contre n'importe quel pays. Et pourquoi pas demain, justifier au nom de la « défense », la liquidation par la Russie de la révolution prolétarienne dans quelque pays voisin ?

L'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A. entre en réalité dans le cadre même des contradictions du capitalisme mondial. Il devient évident qu'il n'y a plus guère de place sur cette planète pour plusieurs impérialismes concurrents. Le problème du partage du monde est dépassé à l'issue du dernier conflit impérialiste et il se pose actuellement celui de la domination du monde par un impérialisme puissant qui pourra tout au plus s'accommoder de la présence à ses côtés de quelques impérialismes secondaires.

Il est vraiment trop facile de publier un planisphère et d'expliquer avec un grand sérieux que l'U.R.S.S. est encerclée. Ces élucubrations prouvent tout au plus que la terre est ronde ; il faut avouer qu'on s'en doutait quelque peu. On aurait pu, hier, expliquer avec la même carte que l'Allemagne ou le Japon étaient encerclés, mais cela ne nous aurait pas fait avancer d'un pas dans la compréhension de la situation politique. Car il devient chaque jour plus difficile à tout révolutionnaire résolu à regarder bien en face les événements, de croire que la politique de brigandage russe a pour unique raison la manière bureaucratique dont ses dirigeants conçoivent sa défense.

Marx et Lénine nous ont appris que la politique est un reflet de l'économie ; qu'une économie réactionnaire engendre une politique réactionnaire (et une économie réactionnaire peut très bien avoir atteint un haut degré de technicité). Or y a-t-il quoi que ce soit de progressif dans la politique que l'U.R.S.S. pratique, par exemple, dans les pays par elle occupés ? et est-il concevable que son économie « planifiée » et « collectivisée » puisse s'accommoder des économies polonaise, tchèque ou roumaine, où elle pratique une politique d'immixtion, d'investissements de capitaux et de contrôle ? N'est-ce pas simplement la preuve que son propre système économique, quoique fonctionnant différemment sous bien des rapports, n'est aucunement en opposition avec ceux de ces pays. Car qui pourrait prétendre que les nationalisations ont changé leur caractère capitaliste ? Et quand Trotsky écrivait en 1936 qu'en U.R.S.S. « le caractère de l'éco-

nomie dépend entièrement de celui du pouvoir », il voyait, comme le dit le camarade Logan, « bien plus clair que tous les amateurs de phrases creuses » défensistes.

Nous pensons, quant à nous, qu'il est grand temps d'opérer sur ce problème essentiel le redressement idéologique qui s'impose. Il est temps de dire aux masses une vérité qu'elles comprendront certes plus facilement que les misérables acrobaties politiques d'aujourd'hui qui ne font que nous mener de capitulation en capitulation devant le stalinisme. Car n'est-il pas étrange, par exemple, que nous n'osions même plus dénoncer les assassinats de nos militants par les staliniens : Beaufrère, dans son discours au Mur des Fédérés, ayant cité nos morts dans la lutte clandestine, n'a pas jugé utile de parler de l'un de nos plus grands morts : le camarade Trotsky, assassiné par la Guépéou. Est-ce un hasard si le camarade Cannon refuse à Natalia Trotsky de faire réclamer par le S.W.P. une enquête à Nuremberg sur la « collusion » du vieux avec les nazis, « car cela pourrait nuire à l'U.R.S.S. ».

Pourquoi n'a-t-on jamais dit, même dans le Parti, que Tresso, Sadek et Salini avaient été assassinés au maquis par les staliniens et que ce sont ces derniers qui ont inscrit Hic sur la liste noire qui lui valut le départ pour Dora ?

Il est vraiment grand temps d'en finir et de rompre immédiatement avec une politique que plus rien ne justifie.

L'avenir du Parti et de l'Internationale est en jeu.

V. — Thèses.

1. — Seul le caractère prolétarien de l'Etat garantit la construction du socialisme.

2. — Ce caractère est garanti par la participation directe du prolétariat aux fonctions sociales, économiques et politiques dans la direction de l'Etat.

3. — En cessant d'être un instrument des masses, l'Etat perd son caractère prolétarien.

4. — La transformation du Parti en organe d'exécution d'une caste (dépérissement de sa démocratie intérieure) rend impossible la construction du socialisme à l'époque de transition.

5. — Seule la possession effective des moyens de production par les masses et leurs organes (soviets, syndicats, parti) peut leur enlever leur caractère de capital.

6. — Les différenciations dans les rétributions ne mettront pas en cause le caractère de classe de l'Etat, à condition qu'existent les organes du contrôle prolétarien.

7. — Ce qui définit le caractère de l'économie, par suite de l'Etat, n'est pas sa *forme*, mais son *contenu*. Lequel se définit par le rapport entre les classes dans l'économie. (A qui appartiennent *effectivement* les moyens de production ? La plus-value est-elle contrôlée par le prolétariat ?)

8. — La politique d'expansion est causée par la structure de l'Etat et les nécessités d'accumulation interne du capital, c'est-à-dire par son caractère impérialiste.

9. — Toute révolution prolétarienne restant isolée et perdant sur ses organes le contrôle des masses est vouée à la dégénérescence.

10. — Sa couche dirigeante stabilisant sa domination prend le caractère d'une classe dominante, qui ne diffère qu'en apparence, mais non dans le fond, avec les classes dirigeantes des « vieux » pays capitalistes.

11. — Tout en les transformant en propriété d'Etat, cela ne prive pas les forces productives de leur qualité de capital. L'Etat moderne est une machine essentiellement capitaliste, c'est l'Etat des capitalistes, c'est le capitaliste collectif idéal. Plus il s'approprie de forces productives, plus il devient un vrai capitaliste collectif, plus encore il exploite les citoyens ; les travailleurs demeurent des salariés, des prolétaires, le capitalisme n'est pas supprimé, au contraire, il est poussé à l'extrême. Mais, arrivé à ce point extrême, il change de direction. L'Etat propriétaire des forces productives n'est pas la solution du conflit, mais il tient en lui les moyens mêmes, la clé de la solution, c'est-à-dire la prise du pouvoir de la part du prolétariat.

(Engels. Anti-Dühring, 1878.)

12. — En cas de conflit, le défaitisme révolutionnaire s'appliquera à l'U.R.S.S., à l'égal des autres pays impérialistes.